LE MONDE LIBERTAIRE

LE MONDE LIBERTAIRE

2€ ISSN 0026-9433

N°1600

du 17 au 23 juin 2010

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

« Heureux les pauvres d'esprit, ceux qui ne cherchent pas à comprendre, ils travailleront dur, ils recevront des coups de pied au cul, ils feront des heures supplémentaires qui leur seront comptées plus tard dans le royaume de mon père. »

Jacques Prévert

Pas de pain ?
Pas de retraite ?
Des jeux !

M 02137 - 1600 - F: 2,00 €

Existe aussi sur Internet
www.monde-libertaire.fr

Sommaire

Fait divers, par J.-M. Raynaud, *page 4*

Les **sans-papiers d'Ivry,** par Nicolas, groupe FA Ivry, *page 5*

Brèves sans trèves, *page 6*

Bakounine **football club,** par W. Rosell et J.-M. Raynaud, *page7*

La CFDT au pied du mur, par J.-P. Germain, *page 8*

À la petite semaine, par Floréal, *page 8*

Au sujet des **déprédations** antérieures, par J.-P. Tertrais, *page 9*

Victor Méric et les bandits tragiques, par R. Furth, *page 12*

Le sabotage à la CGT en 1910, par A. Pierre, *page 15*

Informations **internationales,** *pages15 et 16*

Pouvoir **jamaïcain,** par G. Goutte, *page 17*

Anarchisme et **larmes,** par Paco, *page 18*

La fraicheur du pigeon, par N. Potkine, *page 19*

Imaginaire mécanique, par R. Lamboley, *page 20*

Pas d'quartiers, par L. Krokaga, *page 20*

Vie du **mouvement,** *page 21*

Radio libertaire dans tous ses programmes, *page 22*

Agenda tous azimuts, *page 23*

BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs (Hors-série inclus)	France et DOM-TOM	Étranger
3 mois, 13 nos	◯ 20 €	◯ 27 €
6 mois, 25 nos	◯ 38 €	◯ 46 €
1 an, 45 nos	◯ 61 €	◯ 77 €

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Abonnement de soutien
1 an, 45 nos ◯ 76 €

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine . Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). (BIC : CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Rédaction et administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08 – Fax : 01 49 29 98 59

Directeur de publication : Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0614 C 80740 – Imprimerie 3A (Paris)

Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion Presstalis.

Photos et illustrations de ce numéro : droits réservés.

Editorial

People & Baby

Nicolas Norrito

CNT-Éducation 93

Quel déconcertant paradoxe sur les ondes et dans les pages des journaux : d'un côté, ce ne sont que titatas cocardiers des commentateurs de jeux de baballe – et bientôt de pédale — qu'inquiètes et lancinantes conjectures sur le « mental » ou la couleur des selles de nos joueurs professionnels multimillionnaires, gonflés de muscles ou d'EPO ; d'un autre côté, c'est le silence honteux des mêmes pisse-copie à propos des mouvements de révolte et de grève en Grèce puis en Espagne. Comme s'il ne fallait pas s'attendre, dans notre bel Hexagone, à ce que la récession et la misère suivent de peu la rigueur et le chômage dus aux extravagants jeux boursiers des grands de ce monde. Pas plus que les actionnaires, il ne faut effrayer le populo, pensent-ils : pendant qu'ils picolent devant leurs écrans plats en suivant de droite à gauche puis de gauche à droite les mouvements hypnotiques de balles et ballons, ils ne songent pas à « grogner » comme des cochons ni à se révolter. Comme quoi, effets d'annonces et reculades sont bien la règle en Sarkosie. Ainsi on oublie dare-dare la « zone noire » charentaise ; de braves propriétaires préfèrent rester dans leur douillet chez-eux au risque de se réveiller à nouveau les pieds puis la tête sous l'eau. Ils l'ont fait bruyamment savoir au gouvernement et aux élus. Pourtant, ça semblait logique de vouloir leur éviter que ça recommence ! Mais 2012 approche et c'est pas le moment de chatouiller de futurs électeurs. De même, on tempère le fameux « coup de rabot » aux niches fiscales bruyamment promis en haut lieu. Ça défrisait des députés et sympathisants UMP qui s'étaient bien habitués à n'avoir à payer ni impôts ni charges sur leurs dépenses consacrées à rétribuer chichement, à coups de chèques emploi, boniches, larbins et autre serviteurs à domicile. Les seules promesses que tienne l'Élysée sont celles de ne pas augmenter les impôts directs, de maintenir la TVA à 5 % sur la limonade, de préserver contre tout bon sens le gaulois mais scandaleux bouclier fiscal, de passer à la hussarde ses contre-réformes ultralibérales, bref de faire payer les pauvres puisqu'ils sont nombreux et faits pour ça. Quand on lira ces lignes, d'importantes décisions concernant les retraites auront été rendues publiques ; nul besoin d'être grand clerc pour en prédire la teneur. On taxera les cotisations des fonctionnaires, ces bêtes immondes et inutiles ; on fera travailler tout le monde deux ou trois ans de plus pour commencer ; puis encore plus, en douceur et profondeur, au fil des années à venir. On épargnera ainsi aux salariés les fâcheuses dépressions consécutives à l'oisiveté sénile ainsi que les frais excessifs d'une introuvable maison de vieux. Quant aux SDF, étrangers et autres indigents, ils pourriront en taule ou à la fosse commune. Si avec ça, il n'y a pas de quoi se faire anarchiste !

Quatre mois de lutte anarcho-syndicaliste dans les crèches. Dans *Le Monde libertaire* n° 1592, nous dressions déjà le panorama de cette lutte de longue haleine. Depuis cette date, loin de s'épuiser, la mobilisation a pris de l'ampleur, mais plus que jamais, nous avons besoin de votre soutien !

Petit rappel des faits. En 2006, la halte-garderie associative Giono du 13e arrondissement de Paris, dont les locaux appartiennent à la mairie, est confiée en délégation de service public à une jeune société spécialisée dans le business juteux de la petite enfance : People & Baby. Le patron, Christophe Durieux, n'en est pas à son coup d'essai. L'individu, la quarantaine opulente, vient du monde de l'événementiel, il a déjà monté puis coulé plusieurs sociétés (Movie-Com, Équation), s'est vendu à Altedia, le groupe spécialisé dans le management qu'on a vu à l'œuvre à la Poste ou chez les Conti, avant de remonter stratégiquement plusieurs nouvelles boîtes avec sa compagne Odile Broglin, infirmière puéricultrice viré des hôpitaux de Paris : People & Business (événementiel), Hélicommunication (chargé de la gestion de leur hélicoptère personnel), People & Baby (les crèches). Pour l'équipe de Giono, dès 2006, le calvaire s'engage : les conditions de travail se dégradent, leur projet pédagogique ambitieux est mis à mal, les horaires sont modifiés, les directrices autoritaires se succèdent… En novembre 2009, l'équipe décide de se syndiquer et crée une section CNT. Le choix est courageux, elles entrent dans la ligne de mire du patron.

Pour l'ancien serviteur d'Altedia, il n'est pas question de tolérer la moindre protestation, encore moins une présence anarcho-syndicaliste. Dans sa structure de 1 000 salariés à la croissance exponentielle, jusqu'en décembre 2009, il n'y avait d'ailleurs aucun syndicat, pas de registre du personnel, et encore moins de Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT), pourtant obligatoire.

Le 1er mars, dans le cadre de la mobilisation contre le décret Morano et du collectif « Pas de bébés à la consigne », les cinq filles de la section se mettent en grève. Le retour de bâton de la direction est immédiat : elles sont toutes mises à pied le lendemain, sommées de ranger leurs affaires en cinq minutes, puis trois d'entre elles sont licenciées le 29 mars sous des prétextes fallacieux : « insubordination, non-respect de l'hygiène et de la sécurité ». Sophie, la représentante de la section syndicale (RSS), salariée protégée en droit, est réintégrée. Virginie, mutée à la Défense, est réintégrée à Giono au terme de quelques manifestations.

Une lutte exemplaire

Depuis le 2 mars, la bataille se joue sur plusieurs fronts : juridique (procédure de référé le 29 juin, jugement de fond le 2 décembre prochain), syndical (grève reconductible depuis le 29 mars pour les deux salariées réintégrées, occupations, manifestations, collages, distributions de tracts, solidarité intersyndicale, participation au congrès du STC le 12 juin), politique (soutien des organisations proches et moins proches), médiatique (une vingtaine d'articles dans la presse généraliste et militante à ce jour) et financier (le syndicat verse une indemnité de 1 500 euros à chaque salariée depuis le mois de mars).

Dès le tout début de la mobilisation, comprenant que la lutte serait longue, nous avons cherché à innover, à réinventer des modes d'action. Tout ou presque est relaté sur le blog de la section (peopleandbaby-enlutte.over-blog.com). De très nombreuses distributions de tracts en direction des parents et des salariés ont eu lieu dans les quelque 70 crèches People & Baby de France ; le siège de Lyon a été occupé par des camarades ; la halte-garderie Giono a été réquisitionnée trois jours par les salariées licenciées et le comité de

lutte ; le siège social parisien a été occupé une journée au début du mois d'avril ; la Mairie a dû modifier le cahier des charges lié à la délégation des crèches suite à une manifestation et à un vote lors du Conseil de Paris du 11 mai, etc.

Parmi ce large panel, si nous devions retenir deux moments, il y aurait d'abord la belle manifestation du 1er-Mai, qui s'est terminée en meeting rue Médéric, au pied du domicile du taulier, quelques centaines de camarades scandant « Patron voyou, on te retrouvera partout » devant des riverains médusés. Il y aurait aussi les cinq journées d'occupation du siège social par une soixantaine de militants de la CNT, du 27 mai au 1er juin. Ce 27 mai au matin, Durieux n'avait même pas daigné se déplacer à la conciliation prud'homale. Quelques minutes plus tard, il abandonnait piteusement, la tête baissée, son siège social de l'avenue Hoche. Le recours aux vigiles n'a pas empêché les camarades d'escalader la façade avec une échelle de corde ni d'être ravitaillés de l'extérieur. Dans les beaux quartiers de Paris, un petit air de Barcelone 1936 flottait ces jours-là.

Un sacré panier de pourris

Depuis la sortie du siège, des négociations en présence d'un médiateur ont été tentées durant une semaine, mais elles n'ont pas abouti. Christophe Durieux, le patron voyou, refuse de céder et de réintégrer les salariées licenciées abusivement. Il faut dire que le bonhomme joue sa crédibilité. Naguère associé du fils Fabius, il a finalement abandonné tous ses contacts au PS (qui lui ont pourtant permis de récupérer bien des marchés en région parisienne et à Lyon) pour jouer la carte de la droite dure. Parmi les nouveaux actionnaires de People & Baby, on retrouve un certain Didier Calmels, PDG de Développement et Partenariat PME, ami de Vincent Bolloré, Gérard Longuet et Alain Madelin… On ne s'étonnera donc pas du développement outrancier de People & Baby dans les municipalités de droite (Issy-les-Moulineaux, Levallois-Perret, Cannes) ni de la stratégie d'implantation dans les très grandes sociétés (Orange, Veolia, SNCF, GDF-Suez…). En revanche, on s'interrogera sur les motivations qui ont pu conduire le Conseil de Paris et la DFPE à attribuer une subvention de 163 155 euros à Enfance pour tous, l'association « cheval de Troie » d'Odile Broglin, le 1er décembre 2009. On s'interrogera aussi sur les subventions publiques d'environ un million d'euros que la Caisse d'allocations familiales (CAF) distribue gracieusement à M. Durieux à chaque ouverture d'une nouvelle crèche People and Baby.

Pour notre part, le combat continue, nous ne lâcherons rien jusqu'à la réintégration.

Aidez-nous en participant au financement des indemnités (chèques à l'ordre de CNT-Santé social, mention au dos « section People and Baby »).

Signez la pétition sur le blog.

Venez au rassemblement du mardi 29 juin, dès 9 heures du matin, face au Conseil de Prud'hommes, 27 rue Louis-Blanc, à Paris.

Un coup contre l'un de nous est un coup contre tous ! N.

Faits d'hiver

De la magistrature debout, assise et couchée !

Le citoyen français lambda croit, naïvement, que toute infraction à la loi, qui est officiellement la même pour tous, conduit à… Il n'en est rien !

Quand, en effet, une infraction à la loi est constatée, la police enquête et transmet le dossier au procureur qui décide, alors, soit de classer l'affaire (si ce n'est pas très important) soit de poursuivre devant les tribunaux. C'est ce qu'on appelle juger de l'opportunité ou non des poursuites.

C'est ainsi que des faits sans importance, du genre l'étrange suicide de Robert Boulin, ancien ministre de Giscard, et malgré l'apparition de faits nouveaux et l'énormité d'une version officielle truffée de disparitions de pièces, on décide, une nouvelle fois, de clore le dossier.

C'est ainsi que, alors que plusieurs centaines de personnes, en juillet 2008, avaient protesté après l'arrestation d'une famille de sans-papiers en comparant certaines méthodes avec celles du régime de Vichy, seules six d'entre elles (pourquoi elles et pas les autres ?) se sont retrouvées ce 10 juin devant le tribunal correctionnel de Pau.

C'est ainsi, enfin, que pour des faits d'importance, à savoir le vol de deux paquets de choco BN dans une école maternelle, auquel il faut, c'est vrai, ajouter le vol de six esquimaux dans un collège, ça ne traîne pas !

Mikaël B., 35 ans, interpellé le 2 juin, est donc passé, le 3 juin, devant le tribunal correctionnel de Lorient (Morbihan) et a écopé d'un an de prison.

Une suggestion à la fille de Robert Boulin qui se bat comme une lionne pour faire rouvrir le dossier concernant la mort « étrange » de son père : déposer une plainte relative à un fait nouveau majeur. La disparition mystérieuse des trois choco BN que Robert Boulin ne manquait jamais d'avoir sur lui pour son goûter.

Jean-Marc Raynaud

Sans-papiers en lutte

De la Seni à Bastille

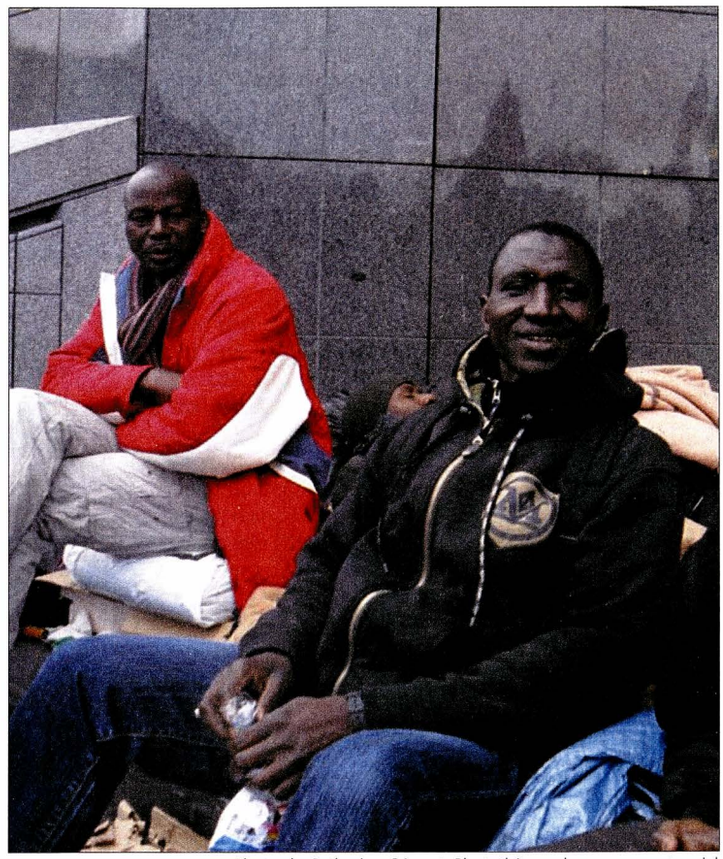


Photo de Catherine Gégout, Photothèque du mouvement social

En janvier dernier, la Seni, entreprise de nettoyage, fait parler d'elle : des dizaines d'inspecteurs débarquent, interrogent le personnel et repartent avec les dirigeants qu'ils retiendront plus de 30 heures. 10 à 20 % de leurs employés seraient sans-papiers. Plus de 200 sans-papiers de la Seni ont occupé leur entreprise au printemps 2008 pour demander leur régularisation. En octobre 2009, ils se mettent de nouveau en grève, dans le cadre du mouvement lancé par la CGT. Des dossiers sont déposés les deux fois, mais les préfectures exigent des Cerfa (document qui certifie l'embauche) ; la direction de la Seni a finalement préféré délivrer des licenciements. Les sans-papiers ont alors réinstallé un piquet de grève en face de l'entreprise et y sont depuis le 31 mai.

Les patrons de la Seni déplorent qu'on ait tant parlé d'eux, « comme s'il n'y avait que nous ». D'ailleurs, ils expliquent être tombés des nues après avoir découvert que leurs employés les avaient trompés en « faisant de l'usurpation d'identité ». Ils s'interrogent : « Quel intérêt avons-nous à garder ces sans-papiers, à les aider à se faire régulariser ? On a voulu être réglo avec eux, on a fait notre BA. Résultat : on est les dindons de la farce ! » ; et de conclure : « Quand on est dans la merde, on est tout seul. » On aurait presque pitié… Heureusement, « les trois quarts de ces affaires se terminent par un classement sans suite ou s'égarent dans les méandres des palais de justice », selon un inspecteur du travail. Et comme le dit un membre de la Fédération nationale de la propreté (affiliée au Medef) : « Ce n'est pas parce qu'ils ont fait de la garde à vue qu'ils sont forcément coupables » et « Peut-être ont-ils été abusés, comme on l'a tous été un jour ou l'autre ? »

Peut-être… mais voilà des explications qui ressemblent à des aveux. Du côté des grévistes, on raconte une autre histoire : 70 heures payées 35, manipulation de produits chimiques sans protection, lettres de démission présentées à signer, à des gens ne sachant pas lire, en prétendant qu'il s'agit d'une augmentation de salaire, insultes, etc. : des conditions de travail et des saloperies patronales comme on en décrit sur tous les piquets de sans-papiers.

Venus de ces différents piquets de grève, parfois peu visibles, des centaines de sans-papiers se sont rassemblés devant l'Opéra-Bastille à Paris, où ils campent depuis plus de deux semaines sous des bâches. Ils n'ont pas pu rester sur les marches de l'Opéra : depuis leur évacuation, elles sont sous surveillance policière 24 heures sur 24.

La presse en a parlé, mais le sujet d'intérêt principal pour les journalistes n'est pas vraiment les sans-papiers : si, à la Seni, ils se sont intéressés surtout aux déboires des patrons, à la Bastille, c'est le passage de quelques personnalités qui a retenu leur attention, outre cette évacuation « musclée ». Pourtant, les passants de la Bastille qui s'arrêtent pour se renseigner sont horrifiés de ce qu'ils apprennent, et parfois « en ont les larmes aux yeux ». Les yeux des journalistes se tournent plus volontiers vers les « soutiens » des sans-papiers.

De ce côté, impossible de se tromper : les nombreux drapeaux CGT se voient de loin. Ils veulent obtenir une nouvelle circulaire gouvernementale précisant aux préfets des critères de régularisation élargis et leur application non arbitraire ; mais des critères, même élargis et appliqués à tous, laisseront toujours de côté ceux hors critères (les plus nombreux) comme ceux sans travail ; et les sans-papiers veulent la régularisation pour tous.

Un accord a même été signé avec le patronat, qui défend lui aussi une « immigration choisie ». Les patrons embaucheraient des sans-papiers parce qu'ils ne trouvent pas de main-d'œuvre avec papiers. Les sans-papiers sont toutefois prêts à continuer leur travail après obtention de leurs papiers, et leurs patrons sont censés entreprendre des démarches dans ce sens ; mais, évidemment, avec une régularisation, les sans-papiers n'accepteraient plus les mêmes conditions de travail…

Après des mois de grève (jusqu'à 18), ils perdent l'espoir en ces demandes de bonne volonté négociées avec les autorités, le retrouvant dans la lutte. « On n'a plus rien à perdre », « On ira jusqu'au bout », entend-on sous toutes les tentes. C'est que « un papier, c'est ton corps » : le droit reconnu de vivre ici, la possibilité de concrétiser les projets qu'on se raconte autour du thé, ne plus vivre dans la crainte et la soumission permanentes : avoir des papiers pour ne plus être sans-papiers.

Quelle que soit l'issue des négociations menées dans les ministères, il y aura encore beaucoup de sans-papiers, donc il y aura encore beaucoup de luttes, pour l'égalité et la liberté, mais aussi pour l'autonomie de ces luttes du sous-prolétariat contemporain.

Le piquet de grève des sans-papiers de la Seni est au 18 de la rue Lech-Walesa, métro Kremlin-Bicêtre, et celui de la Bastille à l'Opéra-Bastille, métro Bastille.

Nicolas

Groupe d'Ivry de la Fédération anarchiste

Brèves de combat

Blocage du Pôle emploi de Rennes

Une quinzaine de chômeurs et précaires du MCPL et du collectif du 3 mai ont envahi la plate-forme téléphonique 3949 de Pôle emploi à Rennes, dont ils ont bloqué l'accès. Ils entendaient protester contre cette machine déshumanisante mise en place depuis la fusion ANPE/Assedic au sein de Pôle emploi et exiger sa fermeture. Une machine met aux prises les chômeurs à des opérateurs téléphoniques et ne leur permet plus d'obtenir le conseiller qui est responsable de leur suivi. Les « gêneurs » ont été bien accueillis par les salariés, mais vers 9 heures, le manager a demandé au personnel d'évacuer la plate-forme et de se rassembler aux portes du bâtiment. Les chômeurs les ont rejoints et poursuivi la discussion entamée. La direction a finalement décidé de les mettre au chômage technique jusqu'à 13 heures. Plus ridicule tu meurs !

Sans-papiers : retour à l'Opéra

Malgré la récente évacuation brutale, plusieurs centaines de grévistes sans-papiers occupent à nouveau la place devant l'Opéra-Bastille. La différence avec la précédente occupation, c'est qu'un cordon de CRS est déployé au pied des marches de l'Opéra bloquant ainsi l'accès à l'escalier. Selon un camarade de la FA, loin de les démoraliser, on dirait que l'intervention des CRS les a remotivés.

Faut pas se gêner

La Boutin, l'ennemie des gays, s'est vue conseiller par le président de l'Assemblée nationale en personne de renoncer d'elle-même à sa retraite d'ex-députée pendant la durée de sa mission pour l'Élysée. Évidemment c'était un gros arbre qui cachait la forêt et maintenant on risque de trop voir les autres… Qu'est-ce que ça doit être avec les vrais chiffres !

Le taux de chômage continuera à grimper cette année et atteindra 9,8 % d'ici fin 2010 en métropole (+ 0,3 %), d'après les dernières estimations de Pôle emploi publiées jeudi 10 juin.

CFDT contre Ludo et Michel

Ce fut déjà le cas lors de la première instance : la plaidoirie de l'avocat CFDT a été purement politique : « Les intermittents travaillent beaucoup moins que les autres pour des droits supérieurs, la réforme des annexes VIII et X était justifiée, la CFDT a eu raison de l'appuyer, il s'agissait de sauver l'assurance-chômage. » On dirait un discours du Medef !

Villiers-le-Bel, ne lâchons pas

Après la mort, le 25 novembre 2007, de Lakhamy et Moushin, lors d'une collision entre une voiture de police et leur moto, les flics ont bénéficié d'un non-lieu. S'en sont suivies plusieurs nuits d'émeutes et quatre jeunes de Villiers-le-Bel passeront devant le juge à partir du 21 juin prochain. Ils sont accusés de « tentative d'homicide volontaire sur représentant de la force publique », sur la base de témoignages anonymes rémunérés, et risquent plusieurs années de prison. Pour organiser la résistance avant le procès : soirée de soutien aux inculpés de Villiers-le-Bel le 18 juin à 18 heures au CIP, 14-16, quai de Charente, Métro Corentin-Cariou, et manifestation le 19 juin 2010 à 15 heures, gare de Pontoise.

Mort de Lamine : trois ans déjà

Déjà trois années ont passé depuis la plainte de la famille et rien n'a changé… L'instruction n'est pas encore terminée. Les proches attendent la décision de la justice. Pourquoi Lamine est-il mort alors qu'il était sous la « protection » de huit policiers armés, mains et pieds menottés. Dans ces conditions, il était difficile à Lamine de fuir. Alors, que s'est-il passé dans le fourgon ? Pourquoi la famille n'a-t-elle jamais pu voir son corps ? L'affaire a été classée en deux jours sous couvert de « mort naturelle ». No Pasaran : nous exigeons la vérité, rendez-vous samedi 19 juin 2010 à 14 heures, 58, rue des Amandiers, 75020 Paris, métro Père-Lachaise.

Militants poursuivis par Bouygues

En décembre 2004, un texte qui dénonçait la participation de la société Bouygues aux chantiers des centres de rétention et appelait au lancement d'un mouvement contre l'entreprise, était reproduit sur les sites CNT, indymedia, pajol, réseau antipub. En janvier 2005, la société Bouygues a porté plainte contre la diffusion de ce texte. Aujourd'hui, après cinq ans d'instruction, quatre personnes, dont les administrateurs des sites indymedia, pajol, réseau anti-pub, sont renvoyées en correctionnelle, pour avoir commis le délit de « provocation directe, suivie d'effet, à la commission de destructions, dégradations et détériorations dangereuses pour les personnes ».

À force de piocher dedans !

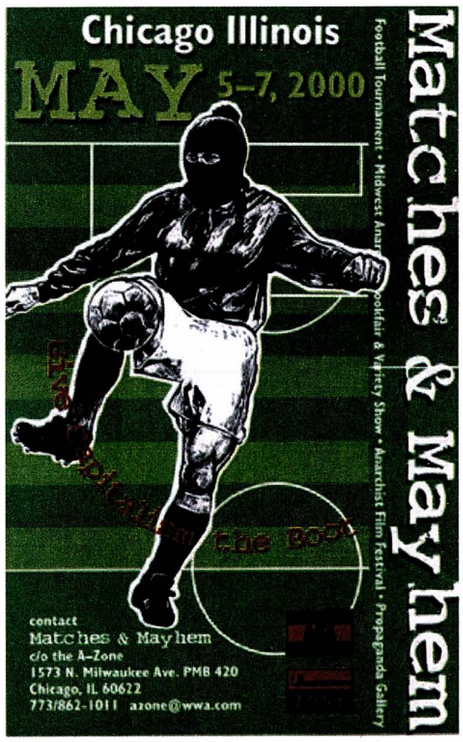
Le déficit du régime général (salariés du privé) de la Sécurité sociale atteindra 26,8 milliards d'euros en 2010, un niveau sans précédent, selon la prévision que la Commission des comptes de la Sécurité sociale doit remettre mercredi au gouvernement. Ça promet.

PAVÉ D'ANAR

avec SADIA et MAZOCH — KROKAGA

Les douze règles

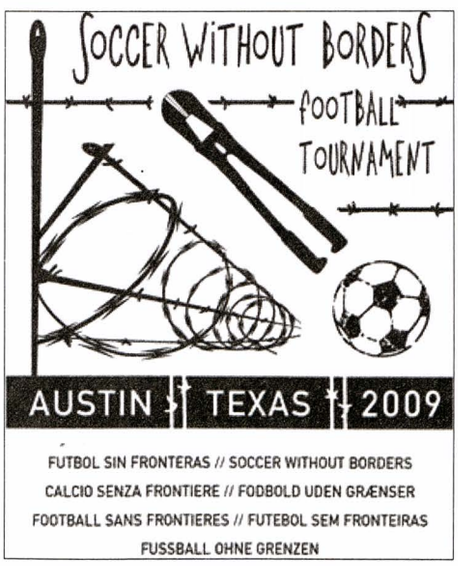
pour organiser un tournoi international de foot noir et rouge



Pendant près de trois semaines, nous allons encore être soumis à la déferlante nationaliste, publicitaire, cocoriquienne, etc. Il est temps de réagir, mais aussi de proposer une alternative.

Le sport collectif, comme activité libertaire, est rarement abordé en France, alors qu'il a fait partie des outils de propagande anarchiste dans de nombreux pays européens. Aujourd'hui, nous pensons qu'il est temps d'utiliser en France cet outil comme apprentissage des pratiques libertaires quotidiennes. Aujourd'hui, nous souhaitons aller plus loin et ouvrir le débat… pour être prêt en 2016 !

Ces règles ne sont pas nouvelles, déjà en Amérique du Nord une partie d'entres elles ont été appliquées par l'*Anarchist Soccer League* (*No border, No ref*). D'autres ont été « théorisées » dans *Le Manuel du foot anarchiste*, conçu par AAP et édité par AK Press ou dans *le Monde libertaire* (*Éloge de la passe*, été 2006).



1- les règles habituelles du football sont conservées.

2- Toutes les règles applicables lors d'un tournoi libertaire peuvent être amendées lors de l'assemblée générale (quotidienne) réunissant les délégués des équipes.

3- Lors d'une partie, le nombre de joueurs doit être le même dans chaque équipe. Il est variable selon la taille des terrains (plein air, dur, salle, plage…) ou selon un accord, des deux équipes et de l'arbitre, au début de la partie.

4- Les équipes sont mixtes, les joueurs doivent porter un maillot, une chasuble identiques ou un autre signe distinctif, mais différent de l'équipe adverse.

5- Pendant le match, les remplacements sont illimités et les échanges de joueurs, entre les deux équipes, interdits.

6- Les règles du hors-jeu peuvent être abolies lors d'une partie en fonction de la taille du terrain ou avec l'accord préalable des deux équipes (et de l'arbitre) avant le début du match.

7- Toute faute volontaire est sanctionnée par un *penalty*, quelque soit l'endroit du terrain où la faute a été commise.

8- Les actes de jeux dangereux, les actes d'anti-jeu volontaires, les agressions verbales (propos racistes, sexistes, etc.) sont sanctionnés pas une exclusion immédiate de la partie, voire du tournoi, si l'assemblée générale en décide. Le tacle est interdit car considéré comme un geste dangereux.

9- Les remises en jeu peuvent se faire soit uniquement au pied, soit à la main et au pied. L'accord doit être pris avant le début de la partie.

10- La durée d'un match est décidée en début de tournoi (2x45 minutes, 2x20 ou 3x15, etc.), mais la règle peut être changée avec l'accord des deux équipes avant le début du match.

11- L'arbitre est choisi conjointement par les deux équipes, il est le seul habilité à appliquer ces règles pendant la durée du match. Il peut être révoqué – en cours de match – uniquement sur demande des deux équipes. Son rôle est similaire à celui d'un président de séance lors d'une assemblée générale : il est chargé de faire appliquer des règles librement consenties. C'est un modérateur, il n'a pas de « pouvoir ».

12- L'équipe qui « gagne » est celle qui a marqué le plus de buts ou celle qui a marqué le plus beau but. Cette règle est choisie avant le début de la partie. Il n'y a ni vainqueur ni vaincu et donc pas de classement du tournoi.

Wally Rosell
Jean-Marc Raynaud

La cuvée 2010 de la CFDT

C'est promis, on ne vous le fera pas façon *revival* de l'après 1968 où la jeune CFDT, fraîchement déconfessionnalisée, lâchait la bride sur le cou et n'était pas sans évoquer l'anarcho-syndicalisme.* Nous sommes en 2010 et le paysage social a bien changé. Comme on le dit dans les médias, la CFDT est « face aux attentes sociales », c'est-à-dire que la direction confédérale, François Chérèque pour ne pas le nommer, doit naviguer quasiment à vue pour présenter à ses adhérents un visage revendicatif. Il y a quelques années, voire décennies, on se demandait si la CFDT avait encore besoin de militants, des adhérents suffisaient, puisque tout allait pour le mieux dans les négociations dans les entreprises et avec le patronat… Au XXIe siècle, après l'hémorragie d'adhésions des sinistres années Notat, l'heure n'est plus aux vagues promesses. Comme le disait un délégué des Pays-de-Loire : « L'idée que toute réforme est bonne à prendre a été trop longtemps la boîte à outils de la CFDT. Mais là, nous ne sommes pas au pays des bisounours, nous sommes dans la France de Sarkozy. » D'autres militants ont « le sentiment parfois d'écoper un bateau qui fait eau de toute part ». Il n'en reste pas moins que la contestation interne en est restée là et que François Chérèque a été réélu à une majorité soviétique, le score de 86 % pouvant être qualifié d'historique. Il est vrai que, au moins dans le discours, la CFDT maintient le cap sur la retraite à 60 ans. Si rien, ou peu de choses, n'a transpiré des tensions internes au syndicat exchrétien (1964), l'avenir est incertain. Quand le gouvernement va hausser le ton, on verra qui reste ferme sur ses positions. En fait comme le disait il y a peu François Chérèque : « Un compromis, ce n'est pas un renoncement. C'est toujours une étape vers les objectifs qu'on s'est fixés. » Ah bon. Au pied du mur on verra le maçon…

Jean-Pierre Germain

*. Maintenant, ce sont les grands-parents qui raconteront à leurs petits-enfants comment c'était les drapeaux rouge et noir dans les unions locales.

À la petite semaine

Respect !

Lucien Sève est entré en 1961 au comité central du Parti communiste, auquel il avait adhéré onze ans plus tôt. Il restera trente-trois ans dans cette instance dirigeante. Roger Martelli, lui, y aura siégé durant vingt-six années. Pierre Zarka compte derrière lui plus de quarante années de responsabilités diverses au sein de cette organisation. François Asensi, un rebelle, un vrai, parvient à vaincre, à 19 ans, ce qu'il appelle son « vieux fond libertaire », en adhérant à cette organisation en 1964, il y a donc quarante-six ans de cela.

Ces personnages ne sont pas des imbéciles. Historien pour l'un, journaliste et un temps directeur du quotidien *L'Humanité* pour un autre, maire puis député pour un troisième, le plus âgé d'entre eux est même philosophe… C'est dire s'ils réfléchissent, si ce sont des hommes de cogitation qui n'écrivent ou ne parlent pas pour ne rien dire ou verser dans la futilité. Pour ceux qui en douteraient, reconnaissez qu'il faut avoir acquis un niveau de discernement peu commun pour s'apercevoir, quarante, cinquante ou soixante ans après avoir adhéré au Parti communiste, que « son appareil est refermé sur lui-même », raison pour laquelle ils viennent de décider de le quitter.

Une liste impressionnante de crimes et ignominies diverses commises par les partis frères, justifiées jusqu'à la nausée par celui auquel ils ont adhéré durant plusieurs décennies, un certain nombre de basses besognes internes, dans lesquelles le plus « libertaire » d'entre eux s'est d'ailleurs vautré copieusement, n'auront pas été à leurs yeux des motifs suffisants pour quitter cette organisation qu'ils ont tant aimée. Seuls le maintien de Marie-George Buffet à la tête du PC et les 3 % électoraux auxquels cela semble désormais le condamner y seront parvenus.

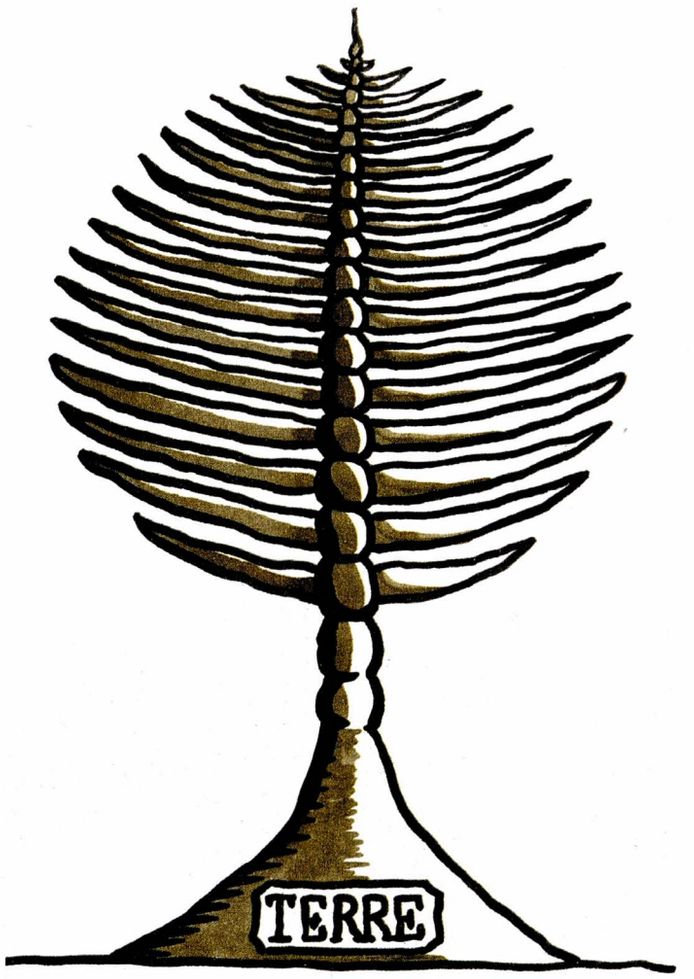
Une position hautement morale, comme on le voit. Respect !

Floréal

Vous pourrez retrouver la rubrique « À la petite semaine » sur le blog *florealanar.wordpress.com* où figurent aussi les chroniques rédigées entre février et juin 2010, ainsi qu'une sélection d'articles rédigés par le passé pour cet hebdomadaire.

Même les dinosaures ne sont pas morts par leur propre faute

Jean-Pierre Tertrais



RIRI

MÊME LES DINOSAURES ne sont pas morts par leur propre faute.

Dans la même perspective que l'ouvrage de Jared Diamond, *Effondrement*, paru en 2005, celui de Franz Broswimmer, *Une brève histoire de l'extinction en masse des espèces* (2002, première traduction en 2003, nouvelle édition – Agone – en 2010), prétend présenter une théorie sociologique explicative des racines sociales et historiques de la dégradation environnementale qui entraîne la fin des sociétés humaines. L'histoire de l'humanité semble ainsi se caractériser essentiellement par un « écocide », c'est-à-dire une extinction massive des espèces, une réduction brutale de la diversité biologique.

Bousculant au passage quelques idées reçues, notamment celle du mythe du bon sauvage qui vit en harmonie avec la nature (même si ce fut effectivement le cas pour plusieurs sociétés), Franz Broswimmer souligne que les chasseurs-cueilleurs ont surexploité souvent jusqu'à l'extinction les populations animales qu'ils traquaient, ce qui les aurait contraints à se tourner vers l'agriculture. La plupart des chercheurs s'accordent, en effet, à dire que les extinctions de la mégafaune en Europe (mammouth, rhinocéros, bœuf, cerf, ours, bison…) sont principalement dues à la chasse humaine excessive.

Ces constats relativisent l'aspect positif du processus d'évolution de l'Homme parce que, si l'émergence du langage et de la culture, la création consciente d'outils, la découverte du feu ont enrichi l'éventail des possibilités humaines, ce pouvoir s'est aussi révélé être une arme à double tranchant : il crée et il détruit. Il a notamment permis la colonisation par notre espèce de tous les écosystèmes majeurs.

Des civilisations disparues

C'est cette même logique destructrice qui fut à l'œuvre dans les grandes civilisations englouties :

La civilisation sumérienne (3 500 à 1 600 avant J.-C.). Deux phénomènes semblent avoir contribué à son effondrement écologique : l'abondance d'eau fournie par un système étendu de canaux conduisit à la sur-irrigation et à la salinisation des terres ; la construction de palais et bâtiments administratifs, les usages militaires, les navires de commerce concoururent à une déforestation massive.

Les Grecs (770 à 30 avant J.-C.). L'appétit insatiable de bois d'œuvre, de feu et de charbon de bois, l'utilisation intensive des ressources pour produire des armes et mener des campagnes militaires, le surpâturage, notamment par les chèvres ont eu un tel impact que Platon a pu écrire : « Ce qui subsiste aujourd'hui, comparé avec ce qui existait autrefois, est comme le squelette d'un homme malade, toute cette terre grasse et molle s'étant épuisée, il ne reste que le squelette décharné du pays. »

Les Romains (de -500 à 500). Consommation ostentatoire, goinfrerie, débauche, expansion militaire, chasse pour la viande, les peaux, les plumes et l'ivoire, capture d'innombrables animaux pour les jeux du cirque : tout concourait à la surexploitation des ressources, à l'érosion des sols, à la déforestation.

Les facteurs environnementaux ont largement contribué au délabrement de l'économie et à la décadence de la civilisation romaine.

Les Mayas. La civilisation maya a duré plus de mille ans et s'est éteinte au IXe siècle. Les grandes réalisations de prestige, les palais royaux, les temples pyramidaux eurent finalement raison d'une végétation luxuriante.

Les Anasazis du Chaco (Nouveau-Mexique, de 700 à 1 300). Une véritable frénésie de construction (réseau élaboré de routes, bâtiments grandioses de 200 m de long et 100 m de large, et sur cinq étages…) engendra une utilisation intensive de bois, responsable d'une grave déforestation ; l'augmentation de la population ajoutant une contrainte supplémentaire sur les ressources de la région.

L'île de Pâques (entre 700 et 1 800). Elle constitue un des cas les plus spectaculaires d'effondrement écologique et social par l'engagement de l'ensemble de la population dans une compétition autour d'activités cérémonielles et religieuses consistant à tailler dans la roche des statues toujours plus grandes, et à les dresser. Les forêts de l'île furent très vite abattues pour fournir les gros troncs droits indispensables au transport et au redressement des statues.

« Les sociétés basées sur la croissance économique – avec des élites exigeant des niveaux toujours plus élevés de confort matériel – atteignent finalement toujours leurs limites », écrit Franz Broswimmer. Les exemples d'écocide et de mise en péril de l'espèce humaine par elle-même, rapportés par l'auteur, mettent en évidence, avec une grande constance, les mêmes facteurs : croissance rapide de la population, guerres incessantes, inégalités sociales flagrantes, pratiques écologiques irréfléchies.

L'accélération du capitalisme

Mais il y a plus grave, parce que si jusqu'à présent ces destructions sont locales et limitées, elles prennent, avec le capitalisme industriel mondialisé, une dimension – précisément – planétaire. En rendant le travail nettement plus efficace, en élevant le domaine économique au statut de sphère autonome, en considérant les écosystèmes et les êtres vivants comme de simples ressources destinées à satisfaire les besoins humains, comme des objets d'observation et d'expérimentation, le capitalisme permet d'assouvir le fantasme de contrôle absolu sur la nature, favorise l'exercice d'un pouvoir irresponsable qui évacue la question écologique, et imprime donc une accélération sans précédent des activités écocidaires mondiales.

La conquête de la planète par les Européens va donner une autre dimension à l'asservissement de la terre et de la nature, transformant profondément les écosystèmes locaux. Franz Broswimmer analyse trois exemples majeurs d'écocides modernes.

Le commerce mondial des fourrures. Dans le but de garnir les garde-robes de la noblesse et de la royauté, ce sont des centaines de millions de zibelines, d'écureuils, d'hermines, de renards, de martres, de castors qui furent massacrés (vers 1720, plus de deux millions de castors ont été tués dans l'est de l'Amérique du Nord pour assurer la mode des chapeaux). Avec pour conséquence le bouleversement écologique à long terme de la chaîne alimentaire causé par la raréfaction des mammifères à fourrure.

Le massacre du bison nord-américain. Apprécié pour sa viande et sa peau, autant que pour sa valeur symbolique de trophée, il fut l'objet d'un incroyable acharnement. À l'arrivée des premiers Européens, environ 40 à 75 millions (l'estimation est difficile) de bisons sillonnaient le tiers de l'Amérique du Nord ; en 1890, il restait seulement 540 animaux sur le même territoire, ce qui permettra aussi d'enfermer les Indiens dans leurs réserves.

La pêche commerciale à la baleine. Elle représente l'un des pires exemples de surexploitation de la vie sauvage. Chassées pour leur viande, leur huile et leurs fanons, certaines espèces ont totalement disparu. De 1946 à 1985, on estime que deux millions de grandes baleines sont victimes des intérêts commerciaux des principales nations baleinières, à savoir la Norvège, l'ex-Union soviétique et le Japon.

La privatisation fatale au vivant

La clôture des communaux, mouvement d'« enclosure », qui s'étendra à l'ensemble du monde, va altérer fondamentalement les relations entre les populations et leur environnement naturel, ouvrant la voie aux révolutions industrielle et urbaine. Continents, océans, atmosphère, et aujourd'hui patrimoine génétique sont désormais mesurés en termes monétaires ; la privatisation de l'ensemble de la biosphère permet son exploitation sans aucun scrupule… et sans limites. Ce qui fait dire à Peter Ward : « Au fur et à mesure que croissent les désirs, que les marchés se développent et s'étendent, le lien entre les hommes et le reste de la nature est réduit à l'instrumentalisme le plus élémentaire. »

Dans sa démonstration, Franz Broswimmer souligne notamment le lien de plus en plus évident entre l'écocide et la guerre moderne. Qu'elle soit classique, chimique, biologique ou nucléaire, la guerre industrielle mobilise des ressources écologiques – et sociales – considérables.

Les dommages infligés à l'environnement ne sont même plus seulement des conséquences non recherchées, mais des destructions dérivant de stratégies délibérées de guerres (utilisation de défoliants, emploi d'explosifs pour compromettre la qualité des sols et pour augmenter les risques de maladies, arasement de forêts, tentatives de modifier le temps ou le climat, minage de centaines de milliers d'hectares…). Lors de la guerre au Vietnam, selon Edward Thompson, 71 millions de litres de pesticides ont été épandus sur 20 % des forêts du sud du pays ; en une décennie, 450 000 hectares de terres agricoles fertiles ont été empoisonnées ; deux millions d'hectares de forêts tropicales ont été gravement endom-

magées par les bombes, les obus, les bulldozers ou les produits toxiques.

Une étude du *Canadian Peace Report* a prouvé que les forces armées sont responsables de 10 à 30 % des dégâts environnementaux, de 6 à 10 % de la pollution mondiale de l'air, et de 20 % de l'utilisation totale des chloro-fluorocarbones qui détruisent l'ozone. Il a été prouvé que de vastes régions d'Eurasie et d'Amérique du Nord sont devenues inhabitables pour l'Homme, peut-être pour des milliers d'années, à cause d'essais d'armes par l'Union soviétique, la Chine et les États-Unis. La situation est telle que Franz Broswimmer affirme : « Toute étude d'ensemble de l'extinction de masse moderne qui ne tient pas compte des coûts sociaux et écologiques vertigineux de la course aux armements et de la guère industrielle du XX^e^ siècle serait vide de sens. »

L'impact des hommes sur l'environnement mondial est autant fonction de la consommation par tête que de la démographie. La combinaison des deux facteurs engendre l'épuisement de la diversité biologique et l'effondrement des ressources naturelles. Selon certains indicateurs, les limites de l'écosystème et des ressources sont déjà atteintes (ressources halieutiques, production de céréales). Près d'un cinquième de l'humanité vit à proximité des 25 « points chauds de la biodiversité » déjà très sévèrement dégradés. Il y a eu plus de feux de forêt pendant les quinze dernières années que dans toute l'histoire de l'humanité, détruisant irréparablement une biodiversité précieuse résultant de millions d'années d'évolution. La situation actuelle est insoutenable. Les sociétés modernes sont pour la première fois confrontées à la possibilité de leur autodestruction à l'échelle de la planète.

Le sursaut nécessaire

Si l'on considère l'ensemble des facteurs qui ont contribué à la disparition de certaines civilisations, c'est pour constater qu'ils sont à l'œuvre aujourd'hui… augmentés de quelques autres : fascination de la puissance et du progrès technique, goût pour le gigantisme et la démesure, hyperconsommation, institutionnalisation du gaspillage, inégalités sociales sources de surenchère, dépenses somptuaires, constructions pharaoniques, projets extravagants, complexe militaro-industriel, irresponsabilité financière, corruption, réduction de la biosphère au double statut de réservoir inépuisable et de décharge permanente… Alors l'humanité va-t-elle assurer sa propre disparition ?

L'arrogance de la culture occidentale a placé l'Homme au-dessus des autres espèces, semblant lui donner le droit à les détruire. Pour autant, le statut de prédateur irresponsable est-il une fatalité ? L'avenir n'est écrit nulle part. Le sort de civilisations antérieures ne peut-il être d'aucun secours pour remanier notre pensée de la nature, pour stopper le processus d'auto-intoxication, la spirale infernale ? Même les dinosaures ne sont pas morts par leur propre faute ! Au lendemain de la Première Guerre mondiale, Paul Valéry écrivait : « Nous autres, civilisations, nous savons maintenant que nous sommes mortelles. » Nous savons que les dommages écologiques ont très souvent joué un rôle fondamental dans leur disparition : forte densité de population, surexploitation des ressources naturelles, déforestation, perte de fertilité des sols, mauvaise gestion de l'eau. Nul ne peut désormais ignorer qu'un effondrement peut survenir en une période brève, sans prévenir et avec une brutalité inouïe.

Islande, Californie, Grèce aujourd'hui, Espagne, Portugal, Italie, et bien d'autres demain. Quel rapport ? Si l'on rapproche la dette financière de la dette écologique – c'est-à-dire le fait que l'empreinte écologique dépasse les capacités de régénération de la planète –, on comprend mieux comment fonctionne la société actuelle : sur la course à l'endettement, sur la fuite en avant permanente, les crises écologique et financière sapant en définitive les bases mêmes de la croissance dont a besoin le capitalisme pour survivre !

L'affaiblissement probable, pour ne pas dire certain, du capitalisme, et même des États, dans les années qui viennent, n'empêchera pas – au contraire – ceux qui sont assoiffés de pouvoir et d'argent de maintenir ou de reconstituer des structures hiérarchiques, parasitaires, d'exploitation et de domination – mafias diverses, nouveaux féodalismes, fondamentalismes. Dans un monde où les ressources diminuent et où la population augmente, on ne peut feindre de croire que la redistribution des richesses s'effectuera de manière spontanée et dans la bonne humeur.

L'histoire s'accélère, le monde ne sera jamais plus comme avant. L'effondrement qui survient n'est que la première phase d'une décroissance incontournable. Aux écolos indécrottables, il faut souligner que les toilettes sèches, à elles seules, ne suffiront pas à abolir la propriété privée des moyens de production. Aux révolutionnaires bornés, il convient de rappeler qu'une croissance illimitée dans un monde limité est une absurdité. Le monde va certes changer de base, mais sociale et biologique. Et la tâche est ardue. Il faut se préparer désormais à prendre en main une économie mondiale en état de déliquescence. Jamais le projet anarchiste n'a été autant d'actualité. Quoi de plus exaltant ? Et pourtant, le triomphalisme n'est pas de mise : même s'il voit le jour avant qu'il ne soit trop tard, un tel projet ne sera jamais acquis définitivement.

L'Homme est condamné à une vigilance permanente : la faisabilité d'une société égalitaire et libertaire dans une biosphère aux limites de plus en plus perceptibles. Un argument supplémentaire pour devenir révolutionnaire ! J.-P. T.

LES GAMINS FÉROCES DE L'ANARCHIE

Victor Méric

René Furth

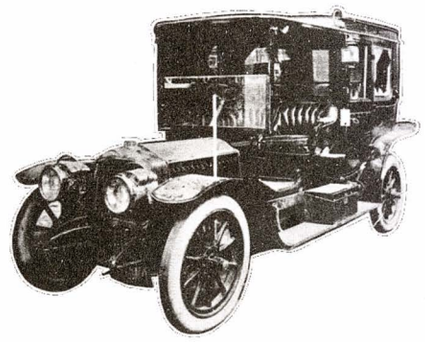
« Pour les jeunes, ceux qu'on baptise les nouvelles couches, c'est de l'histoire ancienne, de la vieillerie fripée qui ne vaut pas un regard, en un temps où l'on a d'autres chats à fouetter, où les regrets sont superflus, les retours vers le passé incongrus et où tant de nouveautés mirifiques sollicitent l'attention promptement détournée. C'est que le drame n'est pas d'hier. Mille neuf cent douze, pensez donc ! C'est vieux, si vieux. »

C'est ce que Victor Méric écrivait… en 1926. Et nous voici un siècle après le drame, sur lequel pourtant on ne cesse de revenir. Même si les jeunes couches ont toujours d'autres chats à fouetter… Le drame, c'est celui de la « bande à Bonnot ». Méric en a été le témoin, il a suivi de près les événements, il en a parlé dans la presse, il a connu plusieurs des protagonistes, fréquenté le même milieu, le milieu bigarré et agité des individualistes libertaires tournant autour du journal *l'anarchie*. Son récit, son reportage, « Les Bandits tragiques », a donc été publié en 1926. On le citait, on ne le trouvait plus depuis bien longtemps. Les éditions Le Flibustier viennent de le ressortir.

La chevauchée sauvage

On a beaucoup écrit sur la bande à Bonnot, le plus souvent d'un point de vue anecdotique et approximatif qui privilégie le côté sensationnel de ce « premier braquage en automobile » et les batailles où ont fini Bonnot puis Garnier et Valet. Jean Maitron, le Maitron du « Dictionnaire », avait réuni sérieusement des documents dans les années soixante. Tout récemment, des travaux universitaires ont pris le relais. Et des souvenirs d'acteurs directement mêlés à l'affaire ont paru ou reparu. C'est cet environnement qui a sans doute permis la réémergence du livre de Méric : il n'a pas dû laisser des traces favorables dans la mémoire libertaire parce qu'il se montre bien critique envers le milieu qu'il dépeint. Encore qu'il bascule souvent de la réprobation à l'admiration, et *vice versa*.

En fait, travaux universitaires et souvenirs se complètent. Si les premiers, comme *Les En-dehors* d'Anne Steiner (L'Échappée, 2008) ou *Les Milieux libres* de Céline Beaudet (Éditions libertaires, 2006) tracent le cadre général et précisent biographies et chronologie, de leur côté les



témoignages, dans la subjectivité du vécu et les partis pris affectifs, nous replongent dans l'ambiance du temps, dans le heurt des idées et des sentiments. S'il est vrai, comme le dit Anne Steiner à propos des souvenirs de Rirette Maitrejean – dont la vie dans ces années lui sert de fil conducteur au récit de cette affaire – qu'on risque de se retrouver face à des portraits réducteurs livrés sans distance critique, les réactions passionnelles et les souffrances endurées apportent leur part de vérité.

Victor Méric n'est pas comme Rirette – elle a subi un an de prison préventive avant le procès et l'acquittement – sorti laminé de cette histoire ; il avait gardé ses distances, du temps avait passé, mais son évolution politique avait peut-être renforcé ses préventions… Ce qui l'incite, nous dit-il, à revenir sur « toute la chevauchée sauvage, éperdue, vertigineuse, qui durant un an jeta la perturbation dans le public », c'est l'injuste condamnation au bagne d'Eugène Dieudonné pour le braquage de la rue Ordener et les coups de feu tirés sur le garçon de recettes de la Société générale. Alors que trois des agresseurs l'innocentaient, dont Bonnot juste avant de mourir. L'éditeur de ces *Bandits tragiques* invoque lui aussi ce jugement inique et le rouleau compresseur du procès comme raison de cette republication, mais y avait-il vraiment besoin de cette justification ? Les mémoires de Dieudonné ont été rééditées par Libertalia ; il réussit à s'évader du bagne l'année même où sortait le livre de Méric.

Revenons à Méric. Du premier braquage à la traque, puis aux véritables opérations militaires qui viennent à bout de Bonnot, de Garnier et de Valet en tournant au grand spectacle populaire et mondain, il raconte l'histoire comme dans un roman-feuilleton bien rythmé, qui ne refuse ni le pathétique ni l'indignation. Il y ajoute des chapitres pour s'interroger sur « l'âme des ban-

dits » ou décrire les « milieux anarchistes ». Pour le procès, il utilise la presse de l'époque, comme cet article de *L'Illustration* plein de mépris pour ces « vulgaires tueurs » à qui on dénie toute motivation politique. Seule Rirette Maitrejean, comparée dans les journaux, comme le fait Méric lui-même, à la « Claudine » de la jeune romancière Colette, échappe à ce traitement, de même que son compagnon Kibaltchiche, le futur Victor Serge, présenté comme « théoricien authentique » et « sincère marchand d'illusion ».

Méric fait d'ailleurs une place importante à celle qu'il nomme respectueusement M^me^ Maitrejean, en puisant largement dans les « Souvenirs d'anarchie » qu'elle a confiés au journal *Le Matin* quelques mois après le procès. La première interview, avec une mise au point de 1937 et un hommage à Victor Serge de 1956, peut se lire à nouveau (La Digitale, 2005). Devenue correctrice, Rirette est restée en relations avec le milieu libertaire, et c'est par son intermédiaire qu'a été pris le contact avec Camus.

Le mauvais vin des mots

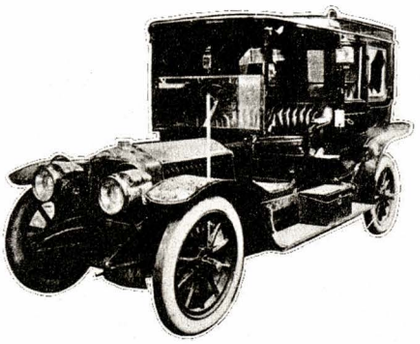
Avec les « bandits tragiques » eux-mêmes, Méric se montre plus sévère, tout en mettant en évidence leur jeunesse (ils avaient 20 ans), la pauvreté de leur enfance, leurs difficultés à trouver un emploi – parfois par suite de leur engagement syndical. Il reconnaît aussi leur énergie et leur courage, et l'authenticité de leur révolte contre une société qui ne leur laisse aucune chance. « Au moment même où les bandits poursuivaient le cours de leurs exploits », il publie un article qui « jette une lumière crue sur les mobiles qui les firent agir » : il l'introduit dans son volume sans mentionner qu'il en est l'auteur…

Évoquant leur volonté de vivre pleinement, il note aussi leur désir de s'instruire. Paradoxalement, c'est là qu'il voit une des failles de ces « gamins féroces de l'anarchie », selon l'expression de Victor Serge ; ces « gosses rageurs et narquois » comme il dit lui-même. Il met en cause leurs lectures hâtives et mal assimilées, la transformation en dogmes rigides de théories scientifiques saisies par bribes. Selon une expression qu'il répète : ils se grisaient du « mauvais vin des mots ». Un autre témoin, dont je parlerai plus loin, André Salmon, à propos « des vifs égarements des garçons de culture incertaine » et des périls de l'autodidactisme, juge que « Méric parle imprudemment en fils de sénateur, en ancien brillant élève du lycée de Marseille ». Victor Serge, au début de ses *Mémoires d'un révolutionnaire*, qui reviennent sur cette période, dit aussi qu'ils étaient « tout à fait grisés de leur algèbre ». « Qu'il y eût dans cette griserie un grand enfantillage, infiniment plus d'ignorance que de savoir et aussi un désir tendu de vivre autrement à tout prix, m'apparaissait avec netteté. » Plus loin, il parle de leur pensée linéaire, de leur froide colère, et de leur manque de contacts humains.

C'est à propos de leur volonté de culture – les « bandits » allaient aussi au concert et au théâtre – que Méric évoque, sans négliger les anecdotes comiques, les causeries populaires créées par Libertad avec un tel succès qu'il se décida à lancer son journal *L'Anarchie* dont le siège nomade allait servir de lieu de rencontre et même de vie à ces en-dehors que fréquentait la bande à Bonnot. Rirette et Kibaltchiche étaient au moment de l'affaire gérants de *L'anarchie*, d'où leurs ennuis. Là encore, Méric est-il partial ? Il semble bien que certains sujets étaient trop arides, et certains intervenants trop farfelus. Il faudrait d'autres témoignages, et comparer avec ce que proposaient les Universités populaires, dont Libertad s'inspirait tout en s'y opposant. Entre 1899 et 1908, 230 Universités populaires s'étaient ouvertes sur l'ensemble du territoire avec plusieurs dizaines de milliers d'auditeurs. Il faudrait voir également comment se formaient les fidèles des conférences qu'organisaient certaines Bourses du Travail. Dans sa thèse, non éditée, sur *L'Individualisme anarchiste en France, 1880-1914*, Gaetano Manfredonia consacre un chapitre aux Causeries ; il y défend Libertad contre les calomnies qui l'ont épinglé. Ce chapitre a été publié en brochure par la *Question sociale*. Quant à Méric lui-même, il donne des portraits contrastés de Libertad qu'il a bien connu et qui lui inspire peu de sympathie. Il raconte qu'il y eut des bagarres entre partisans et adversaires – individualistes eux aussi – de Libertad, « et cela se solda par des morts et des blessés ». Serge ne parle que de blessés.

La terreur noire

Dans sa description des « milieux anarchistes », faite surtout d'anecdotes, il s'attache au pittoresque. Pris toujours dans son attitude contradictoire de rejet et d'admiration, il relève l'importance du « devoir d'hospitalité » qui s'y pratiquait, de la porte toujours ouverte, et de la solidarité qui devait entraîner dans l'inculpation et même dans la mort des compagnons qui ne s'associaient pas aux coups de la bande et souvent les réprouvaient. Il ne néglige pas non plus la bonne humeur des sorties dominicales vers la campagne ou la mer. Surtout, son champ de vision se restreint à l'environnement de



l'*Anarchie* qui restait atypique parmi les communautés, les « colonies » des milieux libres. Il ne trouve pas un mot pour les courants syndicalistes ou socialistes libertaires. Son propre parcours n'y est certainement pas pour rien.

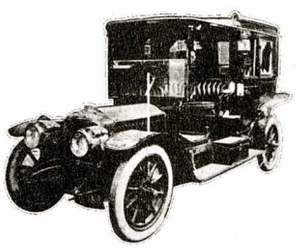
André Salmon, qui le considère comme un polémiste d'extrême gauche… tout en regrettant son style un peu mou, le présente comme un « brave type trébuchant de l'anarchie au socialisme révolutionnaire ». Ses articles lui ont valu plusieurs séjours en prison. Méric, qui a vécu de 1876 à 1933, a été secrétaire de rédaction au *Libertaire* de Sébastien Faure. Puis il a rejoint Gustave Hervé à *La Guerre sociale*, où se côtoient anarchistes et socialistes révolutionnaires, et adhère du coup au Parti socialiste (SFIO). Lors de sa scission en 1920, il est un des fondateurs du parti communiste, mais il en est exclu dès 1923 parce que réfractaire à la discipline de Moscou. Il participe alors à la création du Parti communiste unitaire, qui deviendra l'Union socialiste communiste. En 1931, toujours pacifiste et antimilitariste, il crée le journal *La Patrie humaine* et fonde la Ligue internationale des combattants de la paix*.

Il est un peu dommage qu'on ne sache pas bien, en lisant ces *Bandits tragiques*, ce qui relève de souvenirs personnels et ce qui est emprunté à d'autres. Il a connu Bonnot: Salmon raconte que c'est Méric qui lui a présenté son « copain Bonnot, un anar » assez peu de temps avant les grands exploits à une terrasse de café et qu'ils ont bu une bière ensemble. Écrivain, critique d'art, ami de Picasso et d'Apollinaire, Salmon est l'auteur de *La Terreur noire*, dont une réédition magnifiquement illustrée a été publiée par L'Échappée. Sa chronique – bien subjective aussi mais sans malveillance, même si l'auteur a volontiers la dent dure – va de la fin de la Commune aux années vingt. L'éditeur, qui loue ses qualités d'écrivain et son style flamboyant qui plonge le lecteur dans l'époque et donne à son récit un souffle rare, a ajouté des notes quand il lui semblait que Salmon malmenait trop un personnage. Méric, « un de mes camarades », n'est pas trop malmené.

Le père de Salmon a été communard, son grand frère anarcho-syndicaliste. Lui-même, dans sa tendre enfance, a été embrassé par Louise Michel. Mêlant histoire et souvenirs personnels, compulsant journaux et mémoires, Salmon remonte toute la série des attentats anarchistes et des actions violentes qui ont semé la peur sous le spectre de l'anarchie. Pour sa persévérance documentaire, il aurait selon la préface obtenu une carte de membre à vie du Cira (Centre international de recherches sur l'anarchisme). En 1959, son ouvrage n'a pourtant pas été bien accueilli en milieu libertaire. On lui reprochait surtout de limiter sa chronique à la saga terroriste, aux détriments du mouvement social. Sa belle réédition, sauf erreur de ma part, n'a pas suscité beaucoup d'échos chez nous, si l'on excepte l'indispensable bulletin bibliographique *À contretemps* dans son numéro 34 (mai 2009 – accessible sur le Net).

D'hier à demain

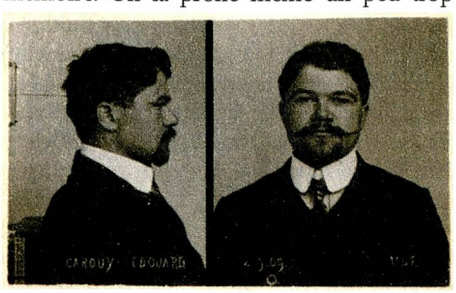
L'intérêt de tout cela? On peut s'interroger d'abord sur la multiplication récente des livres qui traitent de cette période. Elle tient certainement au recul de l'idée d'une révolution proche et d'un intérêt retrouvé pour l'individualisme révolutionnaire du début du XX^e^ siècle, dans sa volonté de vivre l'anarchisme dès aujourd'hui, ses tentatives pour créer des espaces de liberté où s'élaboreraient de nouvelles manière de coopérer et d'exister ensemble. Et qui constitueraient aussi des bases de



résistance et d'intervention dans des actions collectives. Cet individualisme avait donc, en dehors des formes extrêmes de repli ou d'illégalisme violent, une ouverture sur le social. Il peut être ressenti à l'heure actuelle une riposte à l'individualisme concurrentiel et consumériste.

« Le réveil des illégalismes », comme dit le n° 22 de la revue *Réfractions* (printemps 2009) a également sa part dans ce regain d'intérêt, même s'il n'est pas question de retourner dans l'impasse des bombes ou de la « reprise individuelle » à tout prix, et qu'il s'agit d'abord d'un recours à des méthodes « illégales » dans le cadre de mouvements sociaux ou d'actions de défense de salariés menacés. Sans oublier les manifestations de désobéissance civile.

L'autre point important est celui de la mémoire. On la prône même un peu trop



aujourd'hui, et de façon souvent exclusive, comme facteur d'intégration à une communauté. S'imprégner d'une pensée, surtout si elle implique l'engagement dans une pratique, c'est aussi se familiariser avec le vécu et la sensibilité de ceux qui l'ont exprimée et représentée, avec leurs tentatives, leurs réussites et leurs échecs. Les conditions changent mais chaque expérience, chaque manière de vivre et d'agir concrétise une face, une potentialité de l'anarchie, qui se développe ainsi comme une « communauté » à travers le temps. Et chacun, selon ses choix et ses sympathies, peut s'y trouver des interlocuteurs qui méritent mieux que de rester dans l'oubli. Les formes marginales, extrêmes, éclairent des orientations latentes, des contradictions ou des dérives que recèle le noyau de la théorie. Les regards extérieurs, s'ils ne sont pas malhonnêtes, peuvent nous faire avancer dans une compréhension plus aiguë de notre manière d'être. Dans la variété des documents et des approches, les recoupements et vérifications sont à notre portée. Et n'oublions pas que la réduction au présent de nos intérêts et de notre conscience est aussi un des modes de conditionnement de l'idéologie dominante.

R.F.

*. ephemanar.net/novembre07.html

Victor Méric, *Les Bandits tragiques*,
Le Flibustier, 2010.
editionsleflibustier.free.fr

Le sabotage en question

Ce sont nos camarades des Éditions CNT Région parisienne qui ont édité cette brochure au sujet d'un syndicaliste anarchiste du début du siècle (le terme anarcho-syndicaliste n'était pas encore employé). C'était il y a cent ans, la CGT était à son apogée, l'âge d'or, dit-on aussi de manière un peu déclamatoire… Les majoritaires de la CGT, entendez par là le Parti communiste, pourront toutefois dans les années 1970 dénoncer le « côté gesticulatoire des anarcho-syndicalistes de la CGT d'avant la Première Guerre mondiale ». Et cela dans des cours de formation syndicale, tout en déclarant qu'à la CGT, on respectait tous les courants du mouvement ouvrier ![1] En 1910 donc, éclata au port du Havre une grève des charbonniers. La cause, de nouvelles machines mettant du monde au chômage… Au cours de ces événements, une rixe opposa dans un assommoir (un débit de boissons…) des grévistes et des « renards » (ouvriers non grévistes). Un mort en résulta. L'affaire aurait pu n'être qu'une altercation violente et meurtrière entre gens pris de boisson… Le patronat accusa les syndicalistes du meurtre avec préméditation et le coupable désigné fut Jules Durand, secrétaire du syndicat des charbonniers. Comme le déclarait Sébastien Faure [2], lors d'un meeting au Havre : « Ce qu'on veut supprimer, ce sont les méthodes employées par la classe ouvrière, c'est le sabotage, c'est la CGT, l'action directe. Ces moyens de lutte se perfectionneront, se multiplieront : l'exemple vient d'en haut, la classe capitaliste sabote lorsqu'elle met à la disposition des consommateurs des produits frelatés, lorsqu'elle vend des produits à faux poids. Catastrophes de chemins de fer, sabotage causé par le surmenage. Dans les catastrophes des mines : sabotage. Sabotage, ces milliers et ces milliers d'enfants, qui chaque jour, meurent faute de nourriture et de soins. Sabotage, ces femmes qui sont obligées de vendre leur corps pour nourrir leur chair… »

La brochure de nos camarades des Éditions CNT Région parisienne, outre un texte de Patrick Rannou, contient de nombreux documents de la presse de l'époque qui nous aident à mieux comprendre ce qu'on appelle « l'affaire Durand ». Pour que rien ne reste dans l'oubli ou la récupération [3].

Alexis Pierre

1. Comme c'était avant la Révolution russe, les mêmes ont pu se réclamer de Jules Durand, tout en omettant de dire qu'il était syndicaliste et anarchiste.

2. Sébastien Faure, figure de l'anarchisme français avant la Deuxième Guerre mondiale (né en 1858, il est mort en 1942), était un orateur hors pair. Partisan de la synthèse anarchiste, regroupant toutes les tendances de l'anarchisme, son œuvre primordiale restera l'Encyclopédie anarchiste.

3. *L'Affaire Jules Durand (1910-2010). Centenaire de la machination* est en vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 6 euros. À la rentrée, pour continuer le centenaire de « l'odieuse machination », il y aura la publication de *L'Affaire Quinot. Un forfait judiciaire*, un grand roman populaire d'Émile Danoën qui retrace toute l'histoire de Jules Durand, anarchiste et militant syndicaliste au Havre.

Colombie

Syndicalistes assassinés

La Centrale unitaire des travailleurs de Colombie (Cut) déplore d'avoir à informer d'un nouvel assassinat perpétré dans l'entreprise Inversiones Palo Alto Gnecco Espinosa & Cie. Il a eu lieu dans la ferme de palmiers à huile Palo Alto, commune de San Juan de Palo Prieto, département de Magdalena, sur la côte nord de la Colombie.

Les faits ont eu lieu le 17 mai 2010, quand des sicaires armés ont assassiné le *compañero* syndicaliste Francisco Abello Rebollo, qui avait participé, aux côtés de 185 travailleurs, à la grève qui a eu lieu entre décembre 2009 et janvier 2010, pour obtenir la reconnaissance du syndicat Sintrainagro et la signature d'une convention collective de travail. La Cut est intervenue à l'époque auprès de la présidence et de la vice-présidence de la République, du ministère de la Protection sociale et de celui de l'Intérieur et de la Justice, pour empêcher que par la violence et l'expulsion policière des travailleurs en grève on entrave le droit au libre exercice de l'association syndicale et à la négociation collective, en évitant ainsi un nouveau massacre de travailleurs et en contribuant à la signature de l'accord finalement obtenu entre Sintrainagro et l'entreprise Palo Alto. Cependant, les menaces contre les travailleurs et les dirigeants syndicaux ont continué et ont commencé à prendre réalité avec l'assassinat du *compañero* Francisco Antonio Abello.

Nous appelons toutes les organisations affiliées, le mouvement syndical national et international, réuni dans la CSA et la CSI, tous les organismes de défense des droits humains, à exiger du gouvernement national une réelle protection de la vie et des droits humains des syndicalistes, qu'on continue à assassiner, dans le cas qui nous occupe au moment où le président Álvaro Uribe Vélez met en forme les accords pour le Traité de libre-échange avec l'Europe, prétendant faussement que son gouvernement est en train d'améliorer la situation des droits humains en Colombie.

Bogotá, 20 mai 2010

Tarsicio Mora Godoy
Domingo Tovar Arrieta
Alberto Vanegas Zuluaga

Séville

Foire du livre anarchiste

Pour faire dans la provoc', on pourrait dire que l'Espagne est un peu la terre promise de certains anarchistes qui – moi le premier ! – sont fascinés par l'histoire de ce pays, le seul a avoir jusqu'alors connu une véritable révolution libertaire. Mais aujourd'hui, force est de constater que 1936 est loin et que le mouvement anarchiste espagnol a désormais perdu la base populaire qui l'animait jadis. Il est loin le temps où la CNT – la confédération anarcho-syndicaliste – comptait plus de deux millions d'adhérents et où les manifestations étaient peuplées de drapeaux rouge et noir. Pourtant, s'il semble s'être considérablement essoufflé, le mouvement anarchiste espagnol est toujours bel et bien là, présent dans les luttes et porteur d'initiatives pour le moins intéressantes.

En témoigne cette Foire du livre anarchiste et alternatif de Séville à laquelle j'ai eu le plaisir d'assister en ce début de juin, sous les 40 degrés quotidiens de l'Andalousie. Installée dans un ancien centre social squatté, au sein d'un quartier plus que populaire, la Foire s'étalait sur quatre jours, du 2 au 5 juin. À l'extérieur, devant la grande porte d'entrée ornée d'un gigantesque A cerclé, six tables exposaient et vendaient des livres, des brochures et des DVD sur, entre autre, l'histoire du mouvement anarchiste, l'anarcho-syndicalisme, le féminisme, la sociologie alternative, la presse libertaire, etc. À l'intérieur, dans une grande bibliothèque alternative, deux documentaires ont été projetés, suivis de débats : l'un sur une forme d'enseignement alternatif en rupture avec les schémas de l'éducation scolaire traditionnelle (*La escuela expandida* de Zemos 98) et l'autre sur la lutte collective des habitants du quartier San Bernardo – celui-là même qui accueillait la Foire – contre les expulsions de logements qui y sont perpétrées (*San Bernardo 52* de Andres Lopez et Cristina Honorato). En dehors de ces projections, des auteurs sont venus présenter leurs ouvrages : *V de Veganismo* de Roberte Lemes, *El tubo. Terror y miseria en las carceles espanolas de la democracia* de Xavier Canadas, *Un deseo apasionado de trabajo mas barato y servicial. Migraciones, fronteras y capitalismo* de Eduardo Romero, *Vida accidental de une anarquista* de F. Ventura et Sevilla, *Cuestion de clases* de Iban Diaz Para. Bref, vous l'aurez compris : des livres aux documentaires en passant par la musique et les débats, tous les ingrédients étaient présents pour diffuser les idées et les pratiques anarchistes auprès d'un large éventail de personnes. Tout cela ayant été parfaitement bien oranisé, tout s'est très bien déroulé, l'accueil était chaleureux et j'ai particulièrement été impressionné par la taille, l'aménagement et la propreté du squat, qui donne un parfait exemple, à petite échelle, de la pertinence et de la viabilité de la vie en autogestion. Une initiative qui donne la pêche pour les luttes en cours et à venir, le genre de truc qui nous donne envie de gueuler : vive le communisme libertaire, vive l'anarchie !

Guillaume Goutte
Groupe Idées noires de la Fédération anarchiste

Solidarité... Solidarité... Solidarité...

Anars péruviens

Deux camarades du SIA de Caen vont se rendre au Pérou. Ils vont pouvoir emmener environ 25 kilos de livres, brochures, films en espagnol, etc.

Le matériel sera réparti sur Lima (où une initiative collective de création d'une bibliothèque anar semble se mettre en place à partir d'un groupe de squatters anars, d'individus actifs et du groupe Humanidad qui publie le journal du même nom) et Arequipa, une autre ville où il existe une activité libertaire constituée (une petite bibliothèque et un site internet lié à un groupe qui s'appelle Amor y odio).

Ils ont aussi besoin de soutien financier.

L'argent peut être envoyé au SIA, qui transmettra (chèque à l'ordre du SIA, à envoyer à l'adresse suivante : SIA BP 257 14013, Caen Cedex, avec la mention « Solidarité Pérou » au dos du chèque).

La date limite pour la réception des chèques est fixée au 22 juin.

Les six de Belgrade

La Fédération anarchiste, réunie en son 67e congrès à Rennes les 22, 23 et 24 mai 2010, a réitéré son soutien aux compagnons de l'Asi face à la répression et aux accusations dont ils sont victimes. Le procès injuste auquel ils sont soumis est une illustration de plus de la criminalisation du mouvement social et syndical.

En France (condamnation de syndicalistes), en Allemagne (interdiction de la FAU), en Serbie (procès pour « terrorisme ») et ailleurs, le pouvoir entend faire taire la contestation, surtout si elle devient radicale. Pour cela, il use de toutes les armes en sa possession : violence, intimidation, police, tribunaux, etc.

Notre arme est la solidarité et la lutte internationale contre le capitalisme. La Fédération anarchiste réaffirme son soutien à toutes les organisations anarchistes, anarcho-syndicalistes, libertaires, et plus globalement à toutes celles et tous ceux qui, dans le monde, se battent pour la justice sociale.

Contre la répression. Pour l'anarchisme, vive la solidarité internationaliste.

Fédération anarchiste francophone

Une souscription est ouverte. Chèque à envoyer à la librairie du Monde libertaire (mention soutien ASI), 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Solidarité... Solidarité... Solidarité...

Jamaïque

Guerre pour le pouvoir

Le dimanche 23 mai 2010, le Premier ministre jamaïcain Bruce Golding lançait – sous la pression des États-Unis – un mandat d'arrêt contre Christopher Coke Dudus, le chef du Shower Posse [1], accusé par les autorités étatsuniennes de trafic de coke, de marijuana, d'armes et d'une centaine d'assassinats commis dans les années quatre-vingt. Le hic, c'est que Dudus et son gang sont depuis des années affiliés au Jamaican Labor Party (JLP), le parti politique au pouvoir de Bruce Golding. Car c'est une bien vieille et funeste tradition en Jamaïque que les partis politiques soient soutenus par les gangs sur lesquels ils s'appuient pour s'assurer des voix dans les quartiers et les villes qu'ils contrôlent. Par exemple, dans le quartier de Tivoli à Kingston (qui appartient au Shower Posse de Dudus), plus de 99 % des habitants votent pour le JLP depuis 1967 [2]. En échange de ce soutien électoral, le parti donne de l'argent, des armes et offre une protection judiciaire – si ce n'est une immunité – aux gangsters lorsqu'ils sont confrontés à la justice.

De fait, en lançant ce mandat d'arrêt pour l'extradition de Dudus, le gouvernement jamaïcain rompait son contrat avec le Shower Posse et lui déclarait la guerre. La réponse des gangs fut rapide et des barricades furent élevées dans le quartier de Tivoli à Kingston pour empêcher les forces de police d'aller chercher Dudus. Le gang de Tivoli ayant une puissance de feu supérieure à celle de l'armée, les affrontements furent violents et ont fait, à l'heure où j'écris cet article, plus de 70 morts (la plupart des civils, évidemment…). Et Dudus court toujours. D'autant qu'il a reçu – et continue de recevoir – le soutien d'une importante partie de la population jamaïcaine qui voit en lui une sorte de Robin des Bois. Car pour des gens qui vivent dans une misère profonde et une violence quotidienne, les gangs sont des entités vers lesquelles ils peuvent facilement se tourner pour obtenir une relative sécurité, de quoi manger, accéder à des soins et, parfois même, trouver un emploi. Les gangs gèrent les carences de l'État et obtiennent ainsi le soutien de populations cruellement pauvres et délaissées par un pouvoir qui – fidèle à sa raison d'être – ne s'est jamais réellement soucié d'eux. Et dans une ville où les deux tiers de la population vit dans des quartiers contrôlés par des gangs, le soutien est de taille.

Mais bien plus qu'une rupture entre le JLP et le Shower Posse, c'est une guerre de fond entre deux pouvoirs – celui de l'État et celui des gangs – qui sévit actuellement sur l'île. Et c'est pourquoi plusieurs gangsters ennemis de Dudus ont rejoint ce dernier pour le protéger. Une « conscience de gang » ? Peut-être. Quoi qu'il en soit, les autres organisations mafieuses de l'île sentent le vent tourner et s'inquiètent sans doute de leur avenir dans les classes politiques. Nul doute que leur soutien effectif à Dudus est une manière d'affirmer que les gangs contrôlent l'île ou, du moins, qu'ils resteront affiliés au pouvoir politique. La question posée par ce conflit est donc fort simple : qui, des gangs ou de l'État, contrôle vraiment la Jamaïque ? Ce qui semble effectivement remis en cause dans cette affaire, c'est la traditionnelle gestion collégiale du pouvoir politique entre politiciens et gangsters, car c'est bien contre le chef d'un gang qui le soutient depuis des années que le gouvernement lance un mandat d'arrêt.

Au milieu de cette lutte de pouvoir, c'est toujours les classes populaires qui trinquent. Outre les balles perdues (« mais pas pour tout le monde », comme disait l'autre !), les fermetures d'écoles, et une liberté de circulation réduite, elles doivent aussi subir constamment le harcèlement, les abus, les contrôles, les fouilles et les arrestations arbitraires de la part des forces dites « de l'ordre ». Et la misère est toujours là. Car si les gangs peuvent paraître un peu plus généreux que l'État aux yeux d'une population extrêmement pauvre, ce ne sont jamais que des croûtons de pain rassis qui leur sont donnés, comparés aux richesses produites par les masses laborieuses et confisquées par quelques riches et puissants qui, eux, restent bien en sécurité dans leurs villas surprotégées. Ne soyons pas dupes, les gangsters ne sont ni des révolutionnaires ni de romantiques bandits, et ils ne valent guère mieux que les politiciens : bien loin d'être des Robins des Bois, ce ne sont que des exploiteurs qui font régner la loi du plus fort et qui assoient leur pouvoir grâce à la violence des armes. Comme partout ailleurs, s'ils veulent en finir avec la pauvreté et l'oppression, les Jamaïcains doivent se débarrasser de leurs oppresseurs – politiciens comme gangsters –, prendre en main leur vie et gérer eux-mêmes, collectivement, les affaires qui les concernent sans déléguer à personne leur souveraineté.

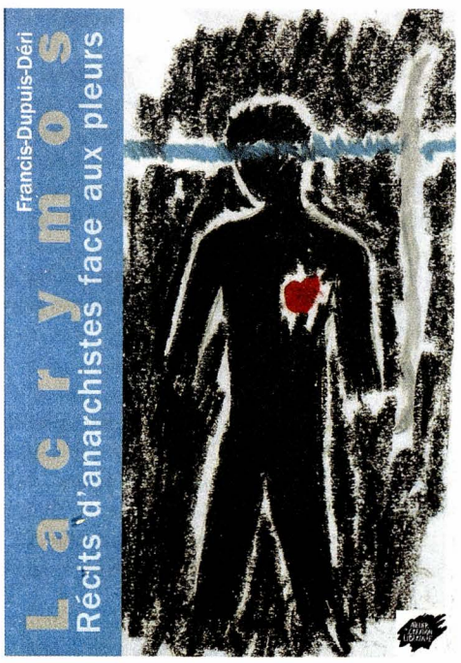
Guillaume Goutte

Groupe Idées noires de la Fédération anarchiste

1. Fondé en 1970, le Shower Posse est l'un des plus importants gangs de la Jamaïque. Basé principalement dans le quartier de Tivoli à Kingston, il a aussi des branches aux États-Unis où il contrôle une part importante du trafic de coke et de marijuana.

2. Chiffres tirés du *Monde diplomatique*, 31 mai 2010.

Les anarchistes pleurent aussi



Certains voient les militants anarchistes comme des terroristes brutaux et sanguinaires. Le livre de Francis Dupuis-Déri, édité par l'Atelier de création libertaire, les détrompera. Entre tristesses et colères, *Lacrymos* parle délicatement de ces larmes sans dieu ni maître qui n'ont pas toujours besoin de gaz lacrymogène pour couler. Pas vrai mec ?

Militant dans divers groupes anarchistes et professeur de science politique à l'Université du Québec à Montréal (Uqam), Francis Dupuis-Déri s'est pas mal baladé entre l'Amérique du Nord et la France. Mêlant ses deux statuts, il a mené des recherches universitaires sur le mouvement anarchiste. Un jour, aux questions concernant leurs motivations politiques, leur mode d'organisation, leur processus de prise de décision… qu'ils posaient aux anars qu'il croisait, il a eu l'idée d'ajouter une question originale : « Avez-vous déjà pleuré pour des raisons politiques ? »

Une partie des réponses enregistrées sur son magnétophone se trouve dans *Lacrymos*. Entre 2003 et 2007, Francis Dupuis-Déri a rencontré des militants à Montréal, à Québec, à Dijon, à Strasbourg, à Paris et à Lausanne. Chacun se livre sincèrement et fait écho à des émotions que nombre d'anarchistes d'ici et d'ailleurs ont pu ressentir directement ou indirectement via les médias dominants ou alternatifs.

Amélie avait 12 ans quand elle a versé ses premières larmes politiques. C'était en assistant à la chute du mur de Berlin à la télévision. Plus tard, c'est le superbe film de Ken Loach, *Land and Freedom*, qui l'a bouleversée. Ce film parle de la guerre civile espagnole et de la trahison des staliniens qui n'hésitaient pas à pointer leurs armes sur les combattants anarchistes ou sur ceux du POUM. Socratis, lui se rappelle de la manifestation où son ami Michalis Kaltezas s'est fait abattre par la police. Trois balles dans la nuque. C'était à Athènes en 1985.

Avec Jean-Nicolas, nous revivons un épisode du squat des Tanneries ouvert à Dijon en 1998. Guillaume revient sur la vive émotion provoquée par une réflexion sur les rapports de domination au sein d'un couple. Audrey a été révoltée par le racisme des Blancs vis-à-vis des Inuits au Nanuvut (premier territoire autochtone semi-autonome au Canada). Amélie raconte comment elle est tombée sur l'expulsion d'un squat d'Africains alors qu'elle travaillait au Centre d'histoire juive de Paris pour classer des documents relatifs aux rafles de la Gestapo. Mélanie se souvient d'une manif violente à Québec. Les flics attaquaient avec des grenades lacrymogènes quand les manifestants n'avaient que des boules de neige pour répliquer.

Toujours au Québec, Francis participait à une action contre une parade de soldats qui partaient en Afghanistan. Après avoir essuyé les insultes des militaristes, il s'est effondré. Sa sœur faisait partie des troupes qui partaient pour mener cette guerre néocoloniale. Yann était dans le campement No Border à Strasbourg. Il explique dans quelles conditions il a reçu plusieurs menaces de mort de la part de policiers. Yann était à Gênes en 2001 pour manifester contre le sommet du G8. Après les scènes de guerre qui ont marqué le rendez-vous, il a voulu prendre un aller-retour affrété par Attac et la LCR pour rentrer en France : « Les anars, on n'en veut pas… »

De l'injustice « ordinaire » aux drames insupportables, en passant par des conflits internes aux groupes et milieux militants ou des blessures « privées », les témoignages sont poignants. Il n'est pas si évident de parler de ses pleurs, souvent assimilés à des faiblesses, surtout quand vous êtes né dans la catégorie des mâles. « J'ai déjà vu des hommes anarchistes pleurer pour des raisons politiques et personnelles, mais je les compte sur les doigts d'une main », note Marie-Anne.

Alors, des larmes peuvent-elles être politiques ? En Occident, raison et émotion ne font pas bon ménage. On dit souvent que l'émotion nuit à la raison et que la raison neutralise les émotions. Mathieu, de Montréal, n'est pas de cet avis : « Je sens vraiment que les émotions qui m'habitent font en sorte que je me positionne politiquement en tant qu'anarchiste. Quand je ressens fortement un sentiment d'injustice, que j'en pleure, cela me ramène à la question politique. C'est l'émotion qui te pousse à trouver des raisons, à réfléchir. Sans émotion, pourquoi réfléchir ? Si tu ressens intensément une émotion, par exemple de la rage face à une injustice, tu finis par te demander pourquoi cette injustice est-elle possible. Et là, tu descends dans la rue. »

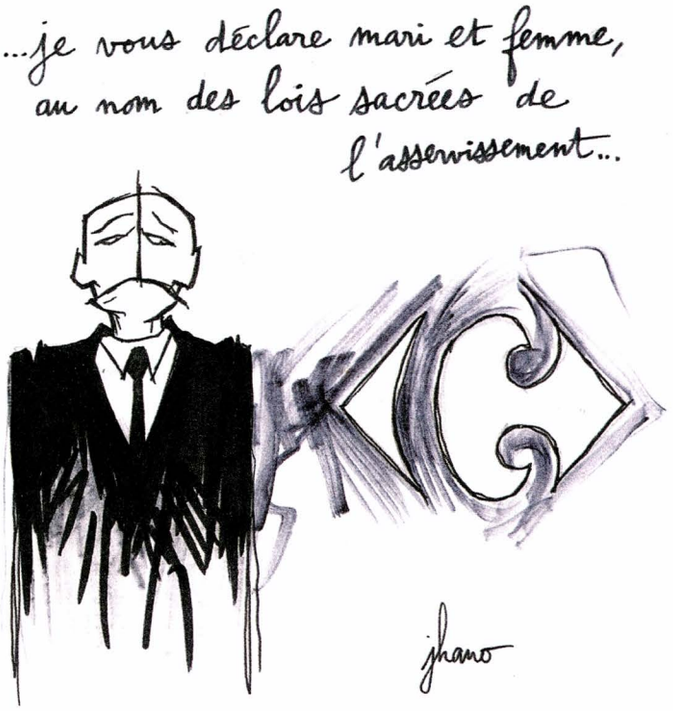
Paco

Francis Dupuis-Déri, *Lacrymos. Récits d'anarchistes face aux pleurs*, Atelier de création libertaire, 94 pages, 10 euros.

Le deuxième mariage

De la fraîcheur du pigeon

1re partie



Depuis les années 1980, les droits du personnel dans les entreprises s'effondrent si vite et si bas que, tout comme en politique il fallut inventer le terme de totalitarisme pour décrire les États qui prétendaient tout exiger de leurs sujets, il faudra peut-être employer le terme d'entreprise totalitaire pour décrire ces entreprises qui prétendent exiger de leurs sujets tout ce que la loi ne leur défend pas d'accaparer. Trois livres, entre beaucoup d'autres, le prouvent. Le premier, *Au carrefour de l'exploitation* de G. Philonenko (Desclée de Brouwer), est le récit, par un ex-chef de rayon de Carrefour, des années où il positiva.

Il fut d'abord « stagiaire cadre ». Deux ans de période d'essai pour devenir chef de rayon. Deux ans ! Ne hurlez pas que flexibilité rime avec servilité, vous ne savez pas encore que flexibilité rime avec servitude. Philonenko découvre le système informatisé de gestion des stocks. « Anabel » sait qui a commis quelle erreur ; car on ne peut l'utiliser, même pour n'entrer qu'un saucisson, sans saisir son code personnel secret. Or le code personnel secret n'est secret que pour vos subordonnés. Le code du directeur ouvre tous les codes, celui du chef de rayon n'ouvre que ceux de son rayon, celui de la caissière… (De toute façon, la vie de la caissière se réduit à SBAM. SBAM ? Sourire-Bonjour-Au Revoir-Merci.) Grand Frère vous observe, vous n'observez pas Grand Frère. Philonenko note qu'Anabel, en identifiant l'individu responsable d'erreur, renforce le chacun-pour-soi. En entreprise, chacun-pour-soi signifie chacun-pour-soi et personne-contre-le-patron. De même, les États totalitaires brisent tous les groupes qu'ils ne contrôlent pas, et agitent les individus les uns contre les autres.

Acceptant l'esclavage dans l'espoir du commandement, acceptant que pour monter, il faille ramper, Philonenko devient enfin chef, enfin presque, sous-chef, bientôt titulaire, c'est juré !

« Le matin de mon départ en vacances, qui est prévu vers 16 heures, le chef de mon secteur vient me rendre visite, accompagné du directeur.

— Nous voudrions te voir dans le bureau de M. le directeur. Tu pars en vacances à quelle heure ?

— À 16 heures.

— Bien, 17 h 30 ça te va ?

- Pas de problème ! »

Impossible de ne pas voir, dans cet horaire délibérément gênant, un test, après tant d'autres. On n'en est pas à Staline demandant à Molotov de dénoncer Madame Molotov. Non. On n'y est pas.

« Comme l'on dit "À Carrefour, il n'y a pas de problèmes, il n'y a que des solutions". Je pars en vacances en voiture l'après-midi même, mais j'aurais annulé un billet d'avion pour m'y retrouver, dans ce bureau. Le rayon qui représente 20 millions de chiffre d'affaires à l'année, c'est-à-dire le chiffre d'affaires le plus important parmi les rayons du secteur bazar, va m'être confié. Une occasion de voir ce que je vaux ! À nouveau, un exercice de funambule, au moindre faux pas… C'est grisant ! »

Le directeur le prévient : « Carrefour, c'est un deuxième mariage, votre femme va vous prendre pour un fou. »

Philonenko, de fait, a calculé qu'avec les 3 600 000 heures de travail impayées des « cadres » de Carrefour, on créerait 1 800 emplois à plein temps.

Sous-chef, Philonenko a accès à des documents internes, banals, dont il cite des exemples pourtant étonnants.

Un extrait de son contrat : « Pour assurer la qualité de ce dialogue, il faut que celui-ci, basé sur la confiance, s'exerce dans un climat de transparence où les véritables motivations, les objectifs poursuivis, et communautés d'intérêts soient très clairs. S'il n'est naturellement pas question de jeter un regard inquisiteur sur les actes relevant de la vie privée, il n'en demeure pas moins que la dissimulation d'une situation pouvant causer un problème constitue une faute grave qui détruit la confiance sur laquelle est fondée la délégation de pouvoirs. » Un discours de Brejnev accumula-t-il jamais autant de mensonges en deux phrases ?

Un extrait du « module de formation managériale », sur les élections syndicales : « Objectif : vous devez occuper le terrain et ne pas laisser le champ libre aux représentants du personnel. » On n'en est pas à fusiller les opposants. Non. On n'y est pas.

Un extrait du même, sur les négociations avec les fournisseurs : « Que faire si le fournisseur ne joue pas le jeu ? Le chef de rayon est invité à utiliser deux tactiques, la déstabilisation et la pression. Elles font partie de la "pédagogie Cofiged", en tant que techniques modernes de négociation. La déstabilisation se caractérise par "ruptures de rythme, inconfort physique, attaques personnelles, mauvaise foi évidente, fausses colères, changement de négociateur, censurer les centres d'intérêt, appliquer tout facteur déterminant dans la déstabilisation". Et la pression ; "chantage, menace, fait accompli, harcèlement, pourrissement de la situation, ultimatum". » La pédagogie Cofiged n'est jamais appliquée au personnel. Jamais, c'est juré.

Il lui faudra se voir licencié pour comprendre enfin que Carrefour attire des gamins avec les mots « cadre », « chef de rayon », exploite jusqu'à la moelle ce personnel super-motivé, puis, avant qu'un statut de cadre, de vrai cadre, ne coûte trop cher à l'actionnaire, les vire pour les remplacer par des pigeons plus frais.

Nestor Potkine

Imaginaire mécanique

Un recueil de poésie qui se réclame de l'anarchie et qui sait le dire n'est pas fréquent. La sûreté de composition de l'ensemble donne à penser qu'ici le hasard lui-même a partie lié avec une volonté de radiographier la réalité dans ses recoins les plus obscurs. En outre, il y a quelque chose de musical, non pas dans la banale acceptation d'une musicalité de la langue, mais par une manière de composition qui rejoint l'esprit de la variation. Trois mouvements : cependant… et… alors… où se trouvent variés, sur la base d'une structure fixe, quelques motifs qui traversent tout le livre. Il n'existe pas *a priori* de poètes qui aient mis en œuvre une telle mécanique imaginaire. Le vaste mouvement central est frappant par la façon dont chaque vers d'un dizain conserve son autonomie, à tel point que l'ensemble du poème qui les juxtapose est chargé de tout l'imprévisible que pourrait offrir à l'échelle d'une phrase, la lecture d'un « cadavre exquis ». C'est peut-être grâce à cette conjonction rare d'artisanat patient et d'intuition toujours effervescent – sans oublier la part d'humour – que ce livre doit sa force d'expression singulière, entretenue tout au long avec bonheur ! Et comme il se doit :

« Alors les voix seront anarchistes
une flamme sur l'herbe posée
le monde ignorant tombera du wagon
les enfants et les peuples mangeront
je bêcherai les peaux jusqu'au soir
sur les plateaux aux phares agonisants
un rêve se formera dans les yeux. »

À noter aussi ses derniers recueils : *Abeille(s)* aux Éditons des Vanneaux, *Pour retendre l'arc de l'univers*, Éditions Gros Textes, etc.

Romuald Lamboley

Jean-Michel Bongiraud, *L'Herbe passagère*, collage Jacqueline Merville, Éditions Editinter. Prix 12 euros.

Pan sur l'capot !

Merci à Loulou Barbesois pour avoir évoqué, dans le n° 1599 du *Monde libertaire*, le livre d'hommage de la ville de Château-Thierry consacré à Ba Jin mais il n'a dû lire la préface d'Angel Pino qu'en diagonale car le Ba de Ba Jin, d'après Angel Pino, ne correspond pas à Bakounine ; à son retour en Chine au début des années 1930, il a continué à être actif dans les milieux militants ; il n'a pas eu le prix Nobel… À suivre !

Jean-Jacques Gandini
auteur par ailleurs d'une brochure consacrée à Pa Kin, le coq qui chante dans la nuit, *ACL, 1985.*

Pas d'quartiers !

Pas d'quartiers pour la tyrannie
Fondée sur le fric, les keufs et l'armée,
Qui censure, exploite, surveille et asservit
La voix du peuple toujours plus étouffée ;

Pas d'quartiers pour la démocratie bourgeoise,
Arnaque pompeusement baptisée Nation
Où on t'propose l'paradis à la Gauloise
Contre un p'tit bull'tin dans l'urne à machinations ;

Pas d'quartiers pour les patrons et leurs airbags dorés ;
Traders escrocs ou magiciens du désespoir,
L'nez en ligne et l'œil sur la courbe des marchés,
Vous m'nez l'peuple comm'un troupeau à l'abattoir !

Pas d'quartiers pour l'hypocrisie et l'mensonge,
Pour cette Europe-Léviathan aux yeux bleus
Et pour c'vieux monde conservateur qui s'prolonge,
Dont l'cognac a l'goût du sang des miséreux ;

Pas d'quartiers Anarchistes et Libertaires ;
Foutons leur au cul à ces couilles en or dur,
Car l'Espoir est un métal que rien n'altère
Dont s'est forgé l'av'nir de nos combats futurs !

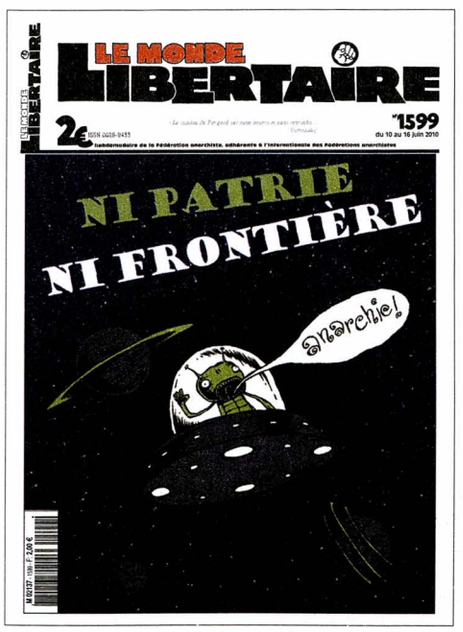
LoLo Krokaga

Marche mondiale des femmes 2010

« Femmes, votre famille ce sont tous ceux qui luttent pour la liberté. »
Mujeres libres

Abonnez-vous !

On peut maintenant, outre le courrier, s'abonner « en ligne », avec paiement sécurisé et tout et tout :
www.librairie-publico.com
Vous en profiterez pour commander, du même coup, les nouveautés de la librairie du Monde libertaire, et télécharger les récents catalogues au format .pdf
Pour trouver facilement les points de vente près de chez vous, le site
www.trouverlapresse.com
un outil de notre diffuseur, les NMPP, est à votre disposition. Si vous ne disposez pas d'un accès Internet, n'hésitez pas à nous téléphoner : 01 48 05 34 08, entre 14 heures et 19 h 30. Achetez *Le Monde libertaire* le plus souvent possible, et dans le même lieu, et n'hésitez pas à insister pour qu'il soit bien visible.



La Marche mondiale des femmes s'est officiellement mise en place en 2000. C'est donc dix ans après que ce samedi 12 juin avait lieu à Paris une manifestation qui s'inscrivait dans le cadre de cette dynamique internationale. L'initiative n'émane pas de libertaires, et il suffit d'observer un certains nombre de revendications qui s'expriment à travers cette initiative pour constater qu'il y a des divergences évidentes, tant en termes de stratégies qu'en termes de finalités. Cependant, ce n'est pas la première fois (ni la dernière !) que des anarchistes participent à une initiative dans laquelle ils ne se retrouvent pas en totalité. Car sur ce sujet, comme sur d'autres, il est également évident que ce qui nous rassemble est bien plus important que ce qui peut nous diviser. Notre présence était donc normale et logique, même si nous n'étions pas signataires de l'appel de cette marche. Globalement, il faut bien le reconnaître, la mobilisation était assez faible sur le pavé parisien. On pourra aussi regretter certains slogans syndicaux un peu hors-contexte lors de cette manifestation. Les libertaires étaient regroupés les uns derrière les autres et ont su tout de même assurer une présence anarchiste au cœur de cette manifestation. Banderoles, drapeaux, slogans, tracts, pochoirs… l'effort a été fait pour faire passer le message. Même s'il est clair que nous n'avons pas réussi à mobiliser tou(te)s nos militant(e)s, il est à noter que des personnes que nous n'avions jamais côtoyées nous ont aussi rejoints. À souligner également la présence de sans-papiers. Alors qu'il leur est parfois reproché à tort de ne militer « que » pour leurs papiers (ce qui, rappelons-le, est d'une importance primordiale pour eux, et ce qui entraîne aussi un danger permanent en cas de rafle), leur présence est un signe de plus que faire converger les luttes est souhaitable et possible.

Car les inégalités sont révoltantes, qu'elles soient liées aux classes sociales ou au sexe.

En France, les paroles et « engagements » politiciens en faveur de l'égalité hommes-femmes relèvent de banales opérations de communication, visant à séduire l'électorat féminin et la bonne conscience masculine. Le capitalisme, avec ou sans crise, a pour objectif de faire payer les pauvres, hommes ou femmes. Mais la précarisation touche davantage ces dernières. La « crise » actuelle du capitalisme ne fait que renforcer cette situation.

Cette lutte pour l'égalité, on le sait, se heurte quotidiennement à une résistance culturelle millénaire et indissociable d'une transformation globale de la société. Le capitalisme n'est pas seul en cause. Le patriarcat perpétue une forme d'organisation sociale qui impose aux femmes la domination masculine. L'ordre moral sévit toujours et l'on constate régulièrement des attaques directes ou indirectes contre le droit à l'avortement et le libre choix de sa sexualité. Aujourd'hui, avec la fermeture de centres d'IVG, c'est au prétexte d'économies budgétaires qu'est remis en cause le droit à l'avortement…

De plus, les attaques contre les lesbiennes, les trans et les homosexuels perdurent encore et toujours. Dans les actes parfois, allant jusqu'à des violences criminelles, mais dans le langage courant également (il suffit d'observer ce que signifient la plupart des insultes courantes pour voir que c'est bien une réalité). Nous pensons que ni l'ordre moral ni la répression ne mettront fin au patriarcat en général et aux violences sexistes en particulier. Aucune loi n'abolira le sexisme et l'exploitation des femmes, au travail comme ailleurs. L'éducation, l'accès à la culture, la construction d'espaces de solidarité, et le combat contre toutes les religions sont les vraies réponses émancipatrices. Tous les hommes ne sont pas coupables. Hommes et femmes doivent œuvrer à transformer les rapports sociaux et économiques, car on ne mettra pas fin au sexisme par des attitudes sexistes. C'est tous ensemble que nous devons mettre à bas le patriarcat ! C'est tous ensemble que nous devons lutter pour l'égalité de toutes et tous !

Ensemble, pour une société sans dieu ni maître !

Bibo
groupe Béton armé de la Fédération anarchiste

Jeudi 17 juin

Chronique hebdo (10 heures) Commentaires anarchistes de l'actualité.

De rimes et de notes (12 heures) Actualité de la chanson et du spectacle.

Si vis pacem (18 heures) L'appel de la chanson pacifiste d'expression française. Invité : Yvan-Claude Peyret, homme de lettres et de radio.

Les enfants de Stonewall – BodyFreaks (19 h 30) Émission abordant des thématiques trans, intersexe ou de genre en général.

Vendredi 18 juin

L'écho des cabines (11 heures) Émission sur les familles de détenus.

Les oreilles libres (14 h 30) Rencontre en direct, dans nos studios, entre quatre musiciens : Frédéric Marty, à la contrebasse, Ai Watanabe, électronique, Azusa Kurokawa, poésie et Mélodie Marty, flûte traversière.

Koumbi (16 heures) Chroniques africaines.

La grenouille noire (21 heures) Communautés en transition vers une vie peu dépendante du pétrole.

Muzar (22 h 30) Autour de l'art contemporain.

Samedi 19 juin

Chronique syndicale (11 h 30) Luttes et actualités sociales : Les experts du CE et du CHSCT, avec E. Bledniak (Éditions de l'Atelier) ; Syndicalisme d'hier et d'aujourd'hui à Cuba.

Chroniques rebelles (13 h 30) *Le Mexique en armes. Guérilla et contre-insurrection (1943-1981)* de Laura Castellanos (Lux).

Deux sous de scène (15 h 30) Magazine de la chanson vivante.

Longtemps, je me suis couché de bonne heure (19 heures) Festival du film d'animation d'Annecy, avec l'éditeur de DVD Châlet Pointu, le producteur de Sacrebleu Productions et un réalisateur et professeur aux Arts Décos ; Festival de Cannes, avec un journaliste du magazine *Bref*, une comédienne et la directrice des *Fiches du Cinéma*.

Dimanche 20 juin

Cris et murmures (14 heures) Slam et poésie en direct de Campus.

Des mots, une voix (15 h 30) Annie Le Brun, pour son livre *Si rien avait une forme, ce serait cela* (Gallimard).

Il y a de la fumée dans le poste (18 h 30) La joyeuse équipe du Circ.

Détruire l'ennui (20 h 30) Autour du mouvement punk.

Rudies back in town (22 h 00) Mouvement skinhead international.

Lundi 21 juin

Les enfants de Cayenne (9 heures) Deux heures de pure politique 100 % révolutionnaire, avec des morceaux de vrais anarchistes dedans.

Lundi matin (11 heures) L'actualité passée au crible de la pensée libertaire.

Ondes de choc (14 h 30) Gérard Lavalette, pour *Le Piéton du 11e*, livre photos sur le XIe arrondissement ; et Arnaud Gonzague, pour *Judas ou le vampire surréaliste* d'Ernest de Gegenbach.

La santé dans tous ses états (18 heures) Santé et politique, invité : Jérôme Pellissier, géronto-psychologue, à propos du livre *Le Mythe de la maladie d'Alzheimer* de Peter Whitehouse et Daniel George.

Mardi 22 juin

Artracaille (11 heures) Art en marge.

Wreck this mess (12 h 30) Cocktail de musiques radicales et ambiances erratiques : electronic-dub, hypnotic-groove, ambient-industrial, breakbeat-n-noise, minimal-techno, electronica-experimental.

Des oreilles avec des trous (dedans) (17 heures) Des fusiques molles pour fous les tous.

Idéaux et débats (18 heures) Entretien avec Tristan Garcia, pour son remarquable roman *Mémoires de la jungle* (Gallimard).

Paroles d'associations (19 h 30) *L'Affaire d'un printemps*, pièce de théâtre sur les événements de la Commune écrite par Martial Bléger.

Mercredi 23 juin

Blues en liberté (10 h 30) Émission musicale blues Festivals de l'été (2/2).

Sans toit ni loi (12 heures) Émission sur les mal-logés et la précarité.

Le manège (14 heures) Littérature et cinéma.

Wesh t'as vu ? (17 heures) Micro-trottoir.

Femmes libres (18 h 30) Femmes qui luttent, femmes qui témoignent.

Ras les murs (20 h 30) Sur la situation actuelle de la prison et de la justice.

Les rendez-vous soniques (00 h 30) Le magazine libertaire du rock. Rendez-vous live.

Vendredi 18 juin

Lyon Ier

19 h 30. Débat sur la non-violence radicale hier et aujourd'hui. Avec Anita et André Bernard et Pierre Sommermeyer, tous trois de la Fédération anarchiste, eux-mêmes anciens réfractaires à la guerre d'Algérie, et auteurs, parmi d'autres, du livre de témoignages *Réfractaires à la guerre d'Algérie 1959-1963*, signé Erica Fraters. Au Cedrats (Centre de ressources sur les alternatives sociales), 27, montée Saint-Sébastien.

Paris XIXe

18 heures. Soirée de soutien aux inculpés de Villiers-le-Bel. Le 25 novembre 2007, Lakhamy et Moushin sont tués lors d'une collision entre une voiture de police et leur moto, les flics bénéficient d'un non-lieu. S'ensuivent plusieurs nuits d'émeutes et quatre jeunes de Villiers-le-Bel passent devant le juge à partir du 21 juin prochain. Ils sont accusés de « tentative d'homicide volontaire sur représentant de la force publique », sur la base de témoignages anonymes rémunérés, et risquent plusieurs années de prison. CIP, 14-16, quai de Charente, M° Corentin Cariou.

Samedi 19 juin

Pont-en-Royans (38)

20 h 30. Le groupe La rue râle de la FA vous invite à une soirée de théâtre autour de *En suivant Emma*, de Howard Zinn. Montée par les Emmazones, cette pièce retrace la vie et les luttes d'Emma Goldman et fait écho à une réalité actuelle : résistance à une idéologie capitaliste et liberticide, combat contre les discriminations de genre et de classe, émancipation des femmes, amours libres, luttes collectives. Médiathèque La Halle. Entrée à prix libre. Contact : laruerale@no-log.org

Pontoise (95)

15 heures. Manifestation (voir au vendredi 18 juin à Paris XIXe) pour les inculpés de Villiers-le-bel. RV gare de Pontoise. pasdugibieraflic@gmail.com

Paris XIe

16 heures. Pierre et Géraldine liront les *Contes à l'envers*, contes étonnants et détonnants. Comme d'habitude ce sera suivi d'un goûter. À la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, M° République, Oberkampf ou Filles-du-Calvaire. Entrée libre.

Samedi 26 juin

Le Mans (72)

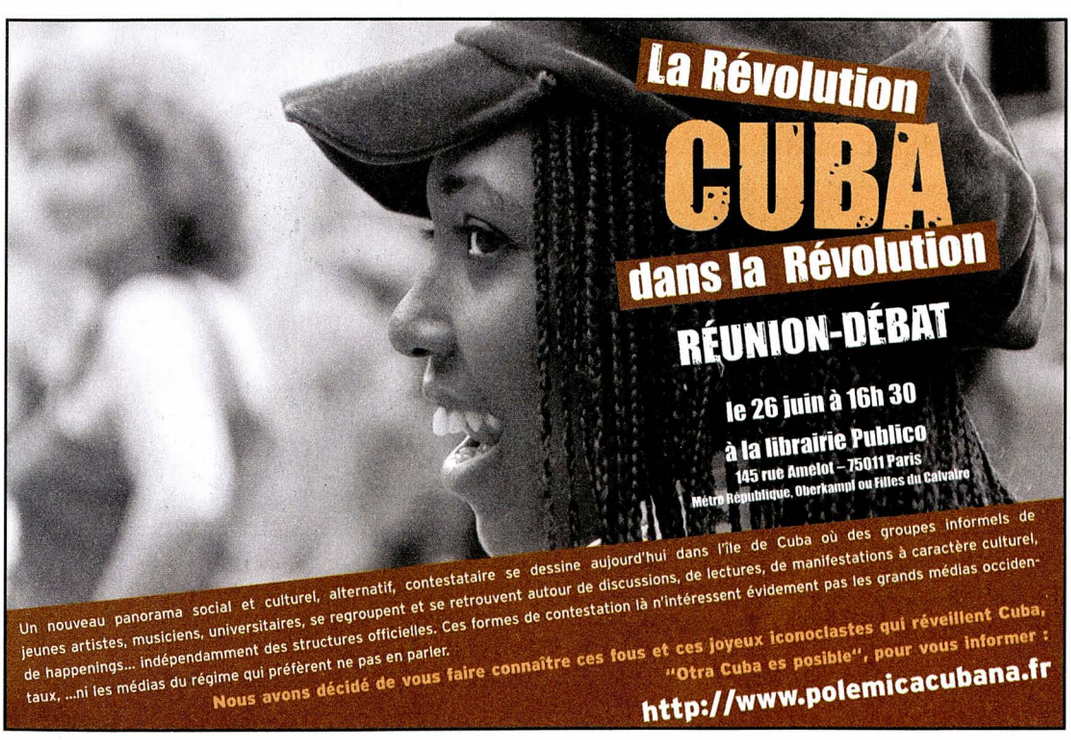
14 heures à 19 heures. Exposition de l'œuvre de Pierre-Joseph Proudhon (1809-1865) présente son œuvre philosophique. À travers ses livres, *Qu'est-ce que la propriété ?* (1840), *Philosophie de la misère* (1846), *Du principe fédératif* (1863), Proudhon dénonce l'absolu et tous les pouvoirs. Il traite de l'économie et de la vie sociale. Il propose l'association et l'auto-gouvernement des ouvriers, le mutualisme et le fédéralisme intégral pour une société libre. Plus de trente titres exposés à consulter sur place. Discussion-débat, table de presse de Matérial à disposition. L'Épicerie du Pré, 31, rue du Pré.

Paris XIe

16 h 30. Le nouveau mouvement libertaire à Cuba. Rencontre avec des militants à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, M° République, Oberkampf ou Filles-du-Calvaire.

Alès (30)

15 heures. Le collectif Les libertaires vous invite à la projection du film *La Cécilia* de Jean-Louis Cosmolli, suivie d'un débat à la Bourse du travail, place Georges-Dupuy.



Du sport !

Vendredi 25 juin. À 19 heures. Débat à La Rue. Le sport : système oppressif ou moyen d'émancipation ? Organisé par le groupe Louise-Michel de la Fédération anarchiste. 10, rue Robert-Planquette, Paris XVIII^{e}. Métro Blanche ou Abbesses.